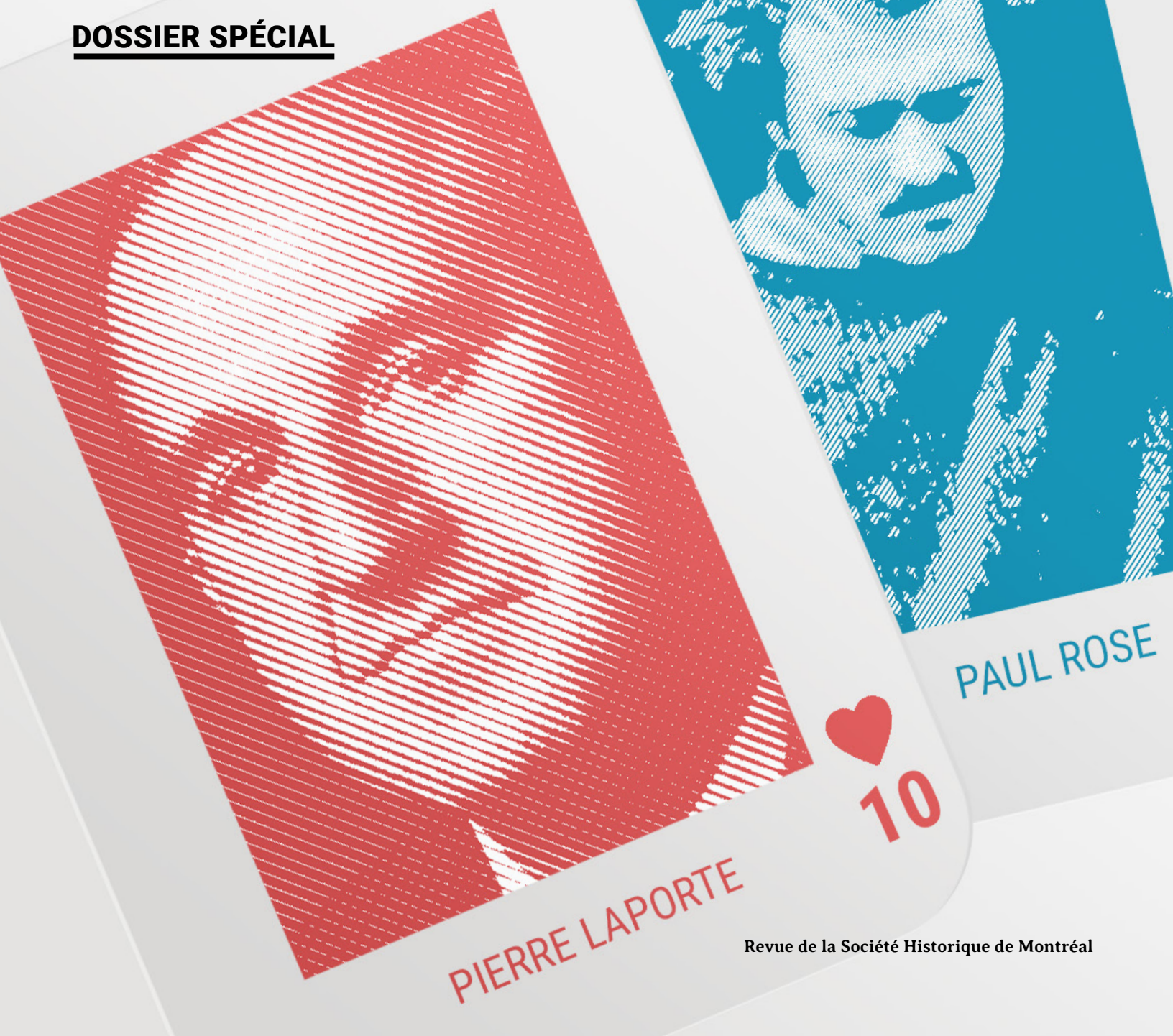


MONTREAL EN TETE

Printemps 2021 | Numéro 72 | Nouvelle formule

CRISE D'OCTOBRE 70 UN JEU DE DUPES?

DOSSIER SPÉCIAL



Sommaire

MONTREAL EN TÊTE

Société historique de Montréal

N°72 / printemps 2021

Revue semestrielle

ISSN 2563-0911

Équipe

* Président de la SHM

Mario Robert

* Rédaction

Rédacteur en chef :

Sylvain Lumbroso

Chef de rubrique :

Martin Lavallée

Secrétaire de rédaction :

Diane Polnick & Françoise Careil

* Maquette

Directrice artistique :

Marie Cortadellas

Graphiste :

Wu Dong

Contenu

Édito du Président de la SHM

Dossier spécial

Crise d'Octobre 70

Un jeu de dupes ?

Illustrations

Les images du jeu de cartes sont l'oeuvre de Marie Cortadellas, qui a encadré la direction artistique de ce numéro. Son idée a été de mettre en scène les acteurs de la crise sous forme de personnages sur les cartes à jouer.

Ces images sont aussi des pièces imaginaires que l'otage James Richard Cross aurait pu tenir dans ses mains (page 6). Ce diplomate britannique, enlevé par la cellule Libération du FLQ, est hélas décédé en janvier dernier.

www.societehistoriquedemontreal.org

Edito

du Président de la SHM, Mario Robert

Au cœur de l'histoire de Montréal

J'ai douze ans en octobre 1970. Un diplomate britannique et un élu québécois sont enlevés. Les mesures de guerre sont déclarées. Le ministre Pierre Laporte est tué.

Sur ma rue de l'est de Montréal, un camion militaire circule tous les jours. Notre député fédéral habite plus bas, entre Ontario et La Fontaine. Nous prenons nos vélos pour aller voir les jeunes soldats qui montent la garde devant sa résidence. Comme ils apparaissent sympathiques, nous repassons fréquemment. Au moment des funérailles d'État, dans la cour de l'école secondaire, nous nous demandons pourquoi nous devons nous trouver en classe et non en congé. On y retrouve bien la désinvolture de l'adolescence.

Ce ne sont que des souvenirs. La réalité étant plus complexe, il faut faire appel à la recherche historique. Dans ce numéro spécial, nous vous proposons de comprendre le contexte qui précède cet événement avec Ivan Carel, de revenir sur le riche parcours de Pierre Laporte avec Jean-Charles Panneton et de vous intéresser aux sources utilisées par Félix Rose pour son documentaire. De son côté, votre humble serviteur s'est penché sur les lettres d'appui aux mesures de guerre reçues par le maire Jean Drapeau alors que Guy Laperrière vous présente un compte-rendu du livre de notre ancien président Robert Comeau.

Nous vous souhaitons une excellente lecture et n'oubliez pas que la Société historique de Montréal a toujours besoin de vous !

Mario Robert,
Président de la Société historique de Montréal

Une série de neuf capsules vidéo

100
ANS



Archives
nationales

CETTE HISTOIRE *nous mènera loin*



Des histoires fascinantes d'amour,
de feu, de pêche et même de barbus !

Anne-Marie Palardy, épouse de l'industriel Julien-Édouard-Alfred Dubuc,
entre 1900 et 1920. BANQ Saguenay, Fonds Famille Dubuc (P1). Détail.

En ligne à lafabriqueculturelle.tv
ainsi qu'à archives100ans.banq.qc.ca.

Et c'est gratuit !

LA
FABRIQUE
CULTURELLE.tv

ARCHIVES
NATIONALES



FONDATION DE
BANQ

DOSSIER SPÉCIAL

CRISE D'OCTOBRE 70

50 ans de la crise d'Octobre

A L'ÉCOUTE DE 5 VOIX DIFFÉRENTES

Pour mieux comprendre la crise d'Octobre, nous avons choisi des articles avec des angles originaux et des approches complémentaires. A travers ces contenus, la Société historique de Montréal vous invite à la réflexion autour de cet épisode majeur pour le Québec.

I 1969 : du rêve à la poudre	p.7
II Pierre Laporte : aller au-delà d'une fin tragique	p.24
III Un océan d'archives pour écrire l'histoire du FLQ	p.46
IV Lettres et télégrammes envoyés à Jean Drapeau	p.53
V L'Octobre 70 de Robert Comeau	p.69

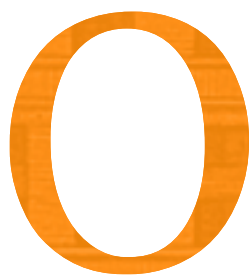
Dossier
Crise d'Octobre 70

1969 : du rêve à la poudre...

par Ivan Carel



Peu après les 50 ans de la crise, il est important de rappeler que la violence de cet événement s'inscrit dans un contexte particulier qui le prépare : celui de la radicalisation des mouvements sociaux au tournant des années 1968-1969. Les procès politiques, l'éclatement du mouvement étudiant, l'apparition d'un féminisme plus radical et l'influence des mouvements de libération internationaux, sont des exemples de ce passage des « années de rêve » aux « années de poudre », pour reprendre l'expression de Hamon et Rotman.



n n'y a pas échappé à la fin de la dernière décennie : Octobre a fait couler beaucoup d'encre. C'est l'avantage des chiffres ronds : difficile de les oublier ! Mais il y a aussi que l'événement est porteur d'un caractère dramatique qui cadre mal avec l'image relativement calme et tranquille que la mémoire collective peut se faire de l'histoire canadienne et québécoise. Drame de par le dénouement tragique de la prise d'otages, drame de par l'intervention plus que musclée des autorités, drame enfin à cause de l'exceptionnalité présumée de l'événement. Présumée, car nous allons montrer que, sans nier l'importance de la crise d'Octobre dans l'histoire du Québec contemporain, elle fut l'apogée d'une radicalisation du militantisme non seulement indépendantiste, mais aussi social.

Octobre 1970 a été un moment charnière dans l'histoire

Octobre 1970 a été un moment charnière dans l'histoire politique et intellectuelle québécoise : il y a un avant et un après, qui est assez net lorsqu'on étudie l'évolution des idées, des courants intellectuels et politiques québécois. En effet, après coup, tout ce que le Québec compte alors de mouvements de gauche et contestataires prend acte de cet échec du Front de libération du Québec (FLQ), de cette importante répression surtout, pour envisager dès lors de nouvelles stratégies d'action. Plusieurs militants que l'on pouvait trouver dans les mouvements étudiants investissent alors le milieu syndical ; d'autres, jadis du Front d'action politique des salariés, vont désormais militer au Parti québécois. Certains encore, qui soutenaient plus ou moins ouvertement le FLQ, vont opter pour la révolution « scientifique » marxiste-léniniste. Ces trois mouvements

Dossier

Crise d'Octobre 70

– le monde syndical, le PQ et le mouvement ML – vont sans doute bénéficier d'un afflux de jeunes militants déçus du manque d'efficacité concrète du spontanéisme et du concept de lutte de libération nationale de la fin des années 1960, militants qui constatent et prennent acte de l'efficacité de la répression étatique et investissent désormais des groupes œuvrant plus ouvertement hors de la stratégie de la violence politique.

Si les années 1970, qui s'ouvrent avec la crise d'Octobre, ont donc un visage politique et militant bien différent de la décennie précédente, il ne faut pas pour autant considérer les années 1960 comme étant une période à analyser d'un bloc. Les premières bombes du FLQ en 1963 provoquent la consternation. Durant les années 1963-1968, le FLQ va accompagner les mutations du Québec en pleine Révolution tranquille pour lui conférer un caractère moins tranquille, plus pressé. Il prendra une orientation nettement socialiste et anti-impérialiste autour de 1965 avec Pierre Vallières et Charles Gagnon, appuyant les mouvements ouvriers et provoquant plusieurs décès et de nombreux dégâts matériels. Ainsi, cette évolution accompagne une mutation du militantisme de gauche au Québec, alors que la question nationale s'arrime avec la question sociale, dans la foulée de la revue *Parti pris* ou encore du Mouvement de libération populaire (MLP). On a donc tort d'imaginer la crise d'Octobre comme ce météore dans le ciel bleu du Québec des années 1960 : au contraire, on assiste à une montée en force des mouvements contestataires, qui va de pair avec une réaction toujours plus vive des autorités. À ce titre, l'année 1968, avec son florilège de mouvements étudiants, me semble déterminante.

Jusqu'à un certain point, on pouvait dire qu'« en 67, tout était beau » et que l'espoir dominait quant au traitement de plusieurs problèmes politiques ou sociaux. Mais, après la grève étudiante de 1968, et tout au long des années 1969 et 1970, on assiste à une radicalisation des mouvements de contestation et à une rapide détérioration du climat social qui conduiront directement à la crise d'Octobre 70.



La revue *Parti pris* a été fondée en 1963.

Source : BaNQ

Je propose ici, dans un premier temps, un bref retour sur le contexte international de 1968-1969. En effet, il ne faut pas oublier que le Québec est loin d'avoir le monopole des « années 68 » : la contestation gronde, les briques volent en de nombreux endroits sur la planète, projetées souvent par ces baby-boomers pressés de changer le monde. Par la suite, j'insisterai sur la radicalisation du militantisme québécois en 1969-1970.

Le contexte international de 68-69

Dès 1963, le Front de libération du Québec cherche à inscrire son action dans un vaste contexte international de rébellion et de contestation de l'ordre établi. Son nom même réfère aux Fronts de libération tant algérien que vietcong, attestant de l'importance que les mouvements de décolonisation ont pu avoir chez les militants québécois. Dans les années qui vont suivre, ce lien avec l'extérieur sera constant, tentant de conférer au terrorisme québécois une légitimité internationale que ses opposants lui contestent.

L'indépendantisme québécois s'inscrit dans un processus d'ouverture au monde

Souvent même, il sera précurseur, servant de modèle à d'autres mouvements nationalistes. L'indépendantisme québécois des années 1960, y compris par la voie violente, s'inscrit résolument dans un processus d'ouverture au monde, particulièrement aux pays ou peuples qui cherchent à s'extirper de la domination de l'un ou l'autre des deux empires qui s'affrontent dans cette guerre dite froide. Ce n'est d'ailleurs pas anodin si l'ouvrage de Pierre Vallières, *Nègres blancs d'Amérique*, autobiographie précoce d'un terroriste québécois, contient une lettre de soutien

Dossier

Crise d'Octobre 70

de Stokely Carmichael, leader des Black Panthers.

Ainsi le FLQ, que ce soit la cellule Vallières-Gagnon, celle de Pierre-Paul Geoffroy (avec Michel Lambert et Normand Roy) ou les deux cellules Chénier et Libération, s'inscrivent pleinement dans le cadre plus large de la praxis révolutionnaire anti-impérialiste et de libération nationale. Leurs liens avec l'Algérie, les Palestiniens, les Black Panthers ou encore Cuba attestent d'une internationale terroriste qui se structure. Ces mouvements, apparus après le FLQ, continueront d'ailleurs à être parfois très actifs ; c'est le cas avec Action directe en France, les Brigades rouges en Italie ou encore la Fraction Armée rouge (FAR) en Allemagne, des années 1970 jusqu'à la fin des années 1990. Par contre, au Québec, le FLQ aura alors disparu et avec lui le courant anti-impérialiste violent.

Ce pistolet-mitrailleur Sterling était utilisé par l'armée anglaise à Belfast.

Source : Adobe Stock / Martin951.

1968: année charnière

Point tournant, l'année 1968 l'est à bien des égards sur la scène internationale. Rien qu'en Italie, ce sont les « années de plomb » qui s'ouvrent, initiées par des groupes d'extrême-gauche violents, et qui feront des centaines de



Cette nouvelle gauche pave la voie aux luttes spécifiques des années 1980

morts jusqu'aux années 1980. L'Irlande, le Pays basque ou encore les États-Unis ne sont pas en reste : sans faire ici le macabre décompte des morts causées par ces groupes ou par la répression qu'ils suscitent, on constate que l'heure n'est plus à la réforme et à la discussion. C'est une mutation de la « nouvelle gauche », non alignée sur l'URSS, faisant l'apologie de la libre expression (*Free speech*) et fortement critique de la gauche traditionnelle, communiste ou socialiste, qui s'exprime ici bruyamment partout dans le monde. Rejetant le principe cher au marxisme voulant que la classe ouvrière soit le moteur de l'histoire, au profit des jeunes, elle va plutôt appuyer les luttes des peuples dominés contre tous les empires, contre les aliénations individuelles comme collectives. Ainsi, cette nouvelle gauche pave la voie aux luttes spécifiques qui verront le jour dans les années 1980, en même temps qu'elle fonde son unité sur une solidarité de tous les « damnés de la terre ». Ainsi, de par le monde, l'année 1968 fut celle de vastes contestations étudiantes qui naissent d'un contexte particulier propre à chaque pays.

Le Viêt Nam : catalyseur de la contestation aux États-Unis

Dès 1964, on assiste à un fort mouvement sur les campus américains alors que la question de la ségrégation raciale et celle de la guerre du Viêt Nam viennent secouer la conscience de jeunes qui refusent de soutenir un régime politique allant à l'encontre de leurs valeurs. Quelles sont ces valeurs ? Justement celles d'un certain humanisme, héritage du christianisme, qui les poussent au pacifisme et à l'implication politique comme culturelle contre tout « système » aliénant. Cette posture très « libérale » va se radicaliser au courant des années 1960, devenir un mouvement fortement générationnel opposé aux élites

Dossier

Crise d'Octobre 70

en place et désireux de réformes en profondeur, voire de révolution. Ailleurs aussi, les étudiants vont bruyamment manifester leur opposition à la guerre, aux impérialismes ou aux autorités sous toutes ses formes. « Il est interdit d'interdire », scandent les jeunes Français lors des événements de Mai 68.

Alors que, plus que jamais l'intervention militaire au Viêt Nam est massive et médiatisée, suscitant des réactions hostiles, même les mouvements - pacifiste, étudiant et culturel (ou contre-culturel) - sont de moins en moins convaincus que l'amour est tout ce dont on a besoin, quoiqu'en disent John et Yoko. Surtout que ce mouvement, que ce soit aux États-Unis, en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne, au Mexique, au Japon, fait face à une répression de plus en plus violente, brutale, aguerrie. Martin Luther King et Bobby Kennedy, qui incarnent des espoirs de changement, tombent sous des balles anonymes pendant que le mouvement étudiant, contre-culturel et d'émancipation des Noirs s'oriente vers des stratégies qui marginalisent la non-violence des premières années.

L'hélicoptère
Bell UH-1 est
emblématique de la
guerre du Viêt Nam.

Source : Adobe
Stock Photo /
RousePhotography



Les Tupamaros uruguayens susciteront l'attention des felquistes

Le *Students for a Democratic Society* (SDS), plus importante association étudiante américaine des années 1960, organise en octobre 1969 des « *days of rage* » un peu partout aux États-Unis, appelant ni plus ni moins à amener la guerre jusque dans les foyers : « *Bring the war home* », pour tenter de secouer l'opinion publique. C'est d'ailleurs un des objectifs fondamentaux de la violence politique : attirer les médias, susciter la réaction, lutter ainsi contre l'indifférence par des gestes et des actions qui ne peuvent que provoquer, choquer. Face à l'échec relatif de ces manifestations, une branche du SDS va se radicaliser pour former le groupe terroriste des *Weather Underground*, qui va commettre des centaines d'attentats à la bombe par la suite.

Le mouvement tiers-mondiste

On ne surestimera jamais l'importance de la guerre du Viêt Nam dans la structuration des mouvements militants internationaux de ces années, ni celle du tiers-mondisme, porté tant par la Chine de Mao que par des groupes, des États et des leaders politiques et révolutionnaires qui impressionnent et mobilisent la jeunesse militante. On peut penser à l'Algérie, qui a acquis son indépendance de haute lutte contre l'impérialisme français, ou encore à Cuba, d'où le Che appelle à créer « deux, trois, de nombreux Viêt Nam ». Les Tupamaros uruguayens susciteront l'attention des felquistes, alors qu'ils parviennent à obtenir, au printemps 1970, la libération de prisonniers politiques par la détention d'otages. En décembre, L'avant-garde révolutionnaire populaire brésilienne kidnappe un ambassadeur suisse pour faire libérer soixante-dix prisonniers politiques.

Même les religieux québécois, pourtant si rapidement identifiés au suivisme politique depuis Duplessis, ou, à un conservatisme social, politique et culturel, commencent à tenir un discours révolutionnaire. Certes, dès 1949, Monseigneur Charbonneau mettait ses ouailles en garde contre une «conspiration visant à écraser la classe ouvrière». Ce qui est nouveau à la fin des années 1960, et qui va se concrétiser au début des années 1970, c'est l'apparition d'une théologie de la libération, surtout en Amérique latine, qui, loin de condamner la violence révolutionnaire et notamment celle de groupes marxistes, va la légitimer ou au moins chercher à la comprendre. Au Québec, pendant la crise d'Octobre, 1600 prêtres appuieront les objectifs du FLQ.

La Belle Province est trop tranquille

Ce tour d'horizon impressionniste laisse déjà voir le climat dans lequel le Québec vit sa Révolution tranquille. Mais justement, pour nombre de jeunes politisés, la Belle Province est trop tranquille et le réformisme est perçu comme un frein à la révolution souhaitée.

1968-1970 : une exacerbation des tensions au Québec

« Participer c'est se faire fourrer ! », peut-on entendre dans les couloirs de certains cégeps, écoles et universités à l'automne 1968. Le mouvement de grève et d'occupation est motivé par la crainte de ne pas avoir de place dans les rares universités francophones à la rentrée 1969, mais aussi, plus largement, par un rejet de l'autorité, de la pédagogie traditionnelle et des instances représentatives comme les associations étudiantes jusque-là désireuses de participer aux processus décisionnels. Il en résulte, l'année suivante, une auto-dissolution de ces instances, le mouvement étudiant se limitant alors à des regroupements ponctuels.

Dossier

Crise d'Octobre 70

Cet automne 1968 influença fortement les premières années de l'UQAM qui ouvrira ses portes l'année suivante, mais il contribua aussi au développement d'un militantisme plus anarchiste, centré sur l'action, par opposition aux mouvements précédents comme l'UGEQ, qui s'appuyaient sur une logique politique plus traditionnelle des rapports de force et de la diplomatie. Autre élément fédérateur du militantisme de la fin de la décennie, les procès des membres du FLQ, à commencer par celui de Pierre-Paul Geoffroy.



**Militants felquistes
à la prison
Archambault: Francis
Simard, Bernard
Lortie, Paul Rose,
Pierre-Paul Geoffroy,
Pierre Demers et
Daniel Lamoureux.**

Source : Félix Rose

Depuis l'arrestation des membres du premier FLQ, la contestation du système de justice alimentée par le Comité d'aide au groupe Vallières-Gagnon, se systématisait. Les juges deviennent, aux yeux de nombre de militants, des relais illégitimes de l'ordre établi. L'historien Robert Comeau ira jusqu'à dire que « ceux qui assistent à ces procès sont souvent révoltés par les propos méprisants de certains juges à l'endroit des idées politiques des accusés. Le spectacle auquel donnaient lieu ces procès devient une réelle école de politisation ». Alors que Pierre-Paul Geoffroy endosse devant la Cour, la responsabilité de la

totalité des gestes commis par le groupe qu'il dirige, cette critique de la justice augmente d'un cran. En effet, le 1er avril 1969, Geoffroy écope de la plus lourde sentence jamais prononcée dans les archives du Commonwealth : 124 condamnations à perpétuité pour des attentats qui ont fait de nombreux blessés en plus des dégâts matériels, mais n'ont tué personne. Intellectuels, militants et artistes engagés vont dès lors dénoncer le caractère incestueux des liens qui unissent pouvoir politique et pouvoir judiciaire. Dans les six mois précédents, 31 attentats à la bombe avaient été commis, mais la « violence politique » est loin de se limiter à ces explosions.

Le « Lundi de la matraque » est emblématique des forces en présence

En effet, nombre de manifestations secouent le Québec – surtout à Montréal – durant ces années 1968-1969, mobilisant les femmes, les Noirs, les étudiants, les ouvriers, les nationalistes ou autres, mais elles ont en commun la lutte contre l'oppression sous toutes ses formes. Le « Lundi de la matraque », pendant la St-Jean 1968, est emblématique des forces en présence pendant les années à venir : d'un côté la rue et la répression, de l'autre, l'establishment et Pierre-Elliott Trudeau, qui deviendra Premier ministre le lendemain.

Antiracisme et crise linguistique

Pendant l'occupation étudiante de l'automne 68, se tient à l'Université McGill le Congrès des écrivains noirs qui accueille plusieurs révolutionnaires comme Stokely Carmichael, ce dernier appuyant ouvertement le FLQ. À quelques rues de là, en février 1969, au Collège George-William, future Concordia, plusieurs étudiants noirs se rebellent contre le racisme institutionnalisé de l'établissement et s'enferment dans le local informatique

du Pavillon Hall. La répression qui suivra sera le point de départ de la Ligue des Noirs du Québec. De retour à McGill, la crise linguistique qui se trame notamment à St-Léonard se transpose au monde universitaire : « McGill français ! », mais aussi « McGill aux travailleurs ! » et « McGill québécois ! ». Certes, il y a dans cette manifestation de mars l'inquiétude d'une génération désireuse, en sortant des nouveaux cégeps, d'accéder à l'université. Mais il faut lire aussi dans cette contestation une nette critique de McGill comme institution au service d'une élite anglo-saxonne et des puissances financières, américaines et impérialistes. Enfin, comment ne pas y voir également une dénonciation d'une Union nationale qui, après les avancées de Daniel Johnson, semble incapable, sous Jean-Jacques Bertrand, de faire face aux problèmes sociaux et à l'impatience de nombre de Québécois à légiférer dans les domaines linguistique et éducationnel.

Mouvement de
libération du taxi

Source : Ivan
Carrel / Archives
révolutionnaires



On pourrait multiplier les exemples, du Mouvement de libération du taxi aux cliniques médicales communautaires, en passant par le refus des peuples autochtones du Canada à céder aux propositions du Livre blanc du ministre Jean Chrétien, pour montrer que « ça bouge », au Québec et au Canada en cette fin de décennie. On assiste à une volonté nette de la part de nombreux groupes d'organiser leur désaliénation par une résistance plus ou moins violente à l'occasion.

On assistera cependant, en octobre et novembre 1969, à une sorte de « répétition générale » d'octobre 1970. L'escalade naît d'une grève – illégale – des 3700 policiers et des 2400 pompiers de Montréal. Dans les heures qui suivent, et malgré la loi spéciale de retour au travail, ainsi que l'intervention de l'armée et de la Sûreté provinciale, le Mouvement de libération du taxi organise une grande manifestation qui se soldera par un décès et des dégâts considérables à l'entrepôt de bus Murray Hill. Quelques

semaines plus tard, le Comité Vallières-Gagnon organise l'opération « libération », manifestation appelant à libérer les prisonniers politiques. Dès le lendemain, l'administration Drapeau impose un règlement anti-manifestation à Montréal. En réaction, le 29 novembre, 200 femmes défilent enchaînées et 165 d'entre elles seront arrêtées. Ce sera le début du Front de libération des femmes, du Manifeste des femmes québécoises, et de tout un féminisme radical qui marquera profondément la décennie 1970.

Une question comptable?

Pour terminer, je voudrais revenir sur un des éléments importants de la crise d'Octobre : la notion d'insurrection appréhendée, qui a motivé et légitimé le recours à la loi sur les Mesures de guerre. Comment mesurer cette insurrection ? Plusieurs observateurs et politiciens de l'époque qui avaient alors soutenu l'imposition d'une telle mesure, accordant des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre, estimaient en effet qu'il y avait péril en la demeure. L'enlèvement en apparence parfaitement bien minuté de Pierre Laporte, le soutien bruyant au FLQ de centaines de jeunes et de moins jeunes lors de l'assemblée du centre Paul-Sauvé le 15 octobre, la « pétition des 16 éminentes personnalités », les rapports dramatiques des forces de polices, font craindre que Montréal soit sur le point d'exploser, que des milliers de militants armés jusqu'aux dents et fortement mobilisés par quelques dizaines de leaders d'opinion très actifs, n'attendent qu'un signe pour lancer une guerre civile et un renversement du pouvoir. Dans ce contexte, les mesures de guerre sont donc un mal nécessaire pour mettre le couvercle sur la marmite, désamorcer la crise, et permettre ultimement la survie de la démocratie canadienne et québécoise.

De l'autre côté, les nationalistes québécois, victimes ou non des rafles d'octobre, étudiants, intellectuels, chefs

Dossier

Crise d'Octobre 70

syndicaux et personnalités de gauche, vont considérer que l'imposition de cette loi d'exception s'appuyait sur une exagération extrême et consciente des effectifs felquistes et contestataires. Diantre, comment quelques Bozos inexpérimentés peuvent-ils à ce point faire trembler les bases du pouvoir, tant à Montréal qu'à Québec ou à Ottawa ? Il faut bien qu'il y ait fabrication d'une insurrection appréhendée, il faut bien que l'on se serve de ce fallacieux prétexte pour atteindre l'objectif réel et cependant inavouable : décapiter l'ensemble du mouvement progressiste et nationaliste québécois. La preuve ? l'embalement de journalistes, d'artistes, d'intellectuels, de poètes, dans une rafle digne des dictatures tropicales ou soviétiques. Donc, soit on surestime la menace terroriste, soit on la minimise. Dans les deux cas, on va « oublier le nom » des « Bozos-les-culottes » du FLQ. Mais peut-être faut-il voir dans cette effervescence militante des années 1968-1970 quelque chose d'autre qu'une lutte comptable entre les partisans de l'un ou l'autre camp.



Le pavé parisien,
arme favorite des
manifestants en Mai
68

Source :
Adobe Stock / nfr

Le Mai 68 français avait réussi la fusion, pendant quelques semaines, du mouvement étudiant et du mouvement ouvrier. Or, la « question nationale » québécoise avait aussi

réussi, d'une certaine manière, à fusionner les mouvements étudiants, le monde syndical, les nationalistes, les féministes, les groupes sociaux, les intellectuels, les artistes et même certains membres du clergé. Tout ce que le Québec compte alors de progressistes ou de « gauchistes » va appuyer sinon les méthodes, du moins les grandes lignes revendiquées par le FLQ : indépendance, socialisme, rejet de l'impérialisme, solidarité internationale. Dans ce cadre, comment ne pas comprendre que certains politiciens aient pu paniquer, ou, au moins, considérer légitime d'user d'une force de répression extraordinaire : « Finies les folies ! », clame Trudeau en octobre 1969...

Les mesures de guerre et l'assassinat de Laporte renversent la situation

Ce n'est d'ailleurs pas anodin de constater que parmi ceux qui vont appeler ou mettre en œuvre ces mesures de guerre, se trouvent des anciens partisans de la grève d'Asbestos de 1949. Ils avaient pourtant protesté contre les mesures d'exception prises alors pour mater un mouvement ouvrier légitime bien qu'illégal. Ils voyaient alors le symptôme d'un duplessisme déliquescent, autoritaire et complice des oppresseurs capitalistes américains. Vingt ans plus tard, les voici au pouvoir : Trudeau, Pelletier, Drapeau, Marchand. Tous ces personnages savent qu'un mouvement contestataire peut être dangereux s'il bénéficie d'un certain soutien.

Dossier

Crise d'Octobre 70

Les mesures de guerre et l'assassinat de Laporte renversent la situation : les premières bénéficieront d'un appui populaire (sondage Gallup), le second détournera nombre de militants du spontanéisme cher aux mouvements de libération nationale.

Il faudra désormais trouver autre chose, soit dans la plus stricte légalité, soit en poursuivant le projet révolutionnaire, mais cette fois-ci, dans une structure plus rigide, qui ne laissera rien au hasard : le mouvement marxiste-léniniste est prêt à prendre son envol avec ses dogmes, ses contradictions et, ultimement, son implosion au lendemain du référendum de 1980. La plupart cependant se retrouveront dans le milieu syndical ou au PQ, ce dernier parvenant à incarner le changement dans une « deuxième Révolution tranquille » qui fera date.

Ivan Carel, historien, chargé de cours à l'UQAM et à l'UQTR

Dossier
Crise d'Octobre 70

Aller au-delà d'une fin tragique pour prendre la mesure de Pierre Laporte

par Jean-Charles Panneton



Historien et politologue, Jean-Charles Panneton est un habitué de nos conférences. Pour *Montréal en tête*, il revient sur le parcours de Pierre Laporte, dont il a rédigé la biographie en 2012 aux éditions du Septentrion. La figure de l'homme politique assassiné a souvent masqué d'autres facettes de sa vie....

Reconnaissons-le d'emblée, le rôle et l'œuvre de Pierre Laporte ont été peu étudiés par les historiens. Une situation plutôt étonnante pour celui qui fut un acteur de premier plan des années 1950 et 1960, d'abord comme journaliste d'enquête d'exception, puis comme artisan de la Révolution tranquille. Quelques rares mentions sur le journaliste se retrouvent éparpillées dans les ouvrages d'histoire, mais il s'agit la plupart du temps d'extraits de ses articles notamment ceux portant sur le premier ministre du Québec, Maurice Duplessis, repris autant par les adversaires que les partisans de l'Union nationale.

Quant à l'homme politique, sa carrière se voit éclipsée par son assassinat considéré comme l'un des événements marquants de la crise d'Octobre. De même, un lien présumé avec des membres de l'interpolé montréalais évoqué après sa mort, et ce, même s'il a été blanchi par la suite lors d'une

commission d'enquête, semble avoir irrémédiablement entaché sa réputation et jeté un vague malaise autour du personnage.

Est-ce suffisant pour expliquer l'absence de Pierre Laporte dans les livres d'histoire ? Il semble bien qu'à la base de ce qui s'apparente à une sorte d'amnésie collective se trouve un profond sentiment d'échec.

Nous taisons son nom comme un vilain secret de famille.

Nathalie Petrowski est l'une des rares journalistes à avoir réfléchi ouvertement à la question dans un article de *La Presse* en octobre 2000 : « Nous taisons son nom comme un vilain secret de famille. C'est parce qu'il représente un épisode gênant et honteux de notre histoire, une sorte de défaite collective. Défaite des felquistes qui se sont sentis obligés de le tuer, défaite des gouvernements qui, par orgueil ou par panique, n'ont pas su lui sauver la vie, défaite du peuple qui n'a pas réussi à convaincre les gouvernements de négocier. La mort de Pierre Laporte est une tache dans notre album de famille. »

C'est qu'au fond, la mort de Pierre Laporte a été interprétée selon le prisme idéologique des camps fédéralistes ou souverainistes et ainsi récupérée et instrumentalisée. Pour les fédéralistes, il passe pour un martyr, bien que ses penchants nationalistes, le rendent suspect aux yeux de plusieurs. Pour les souverainistes, il apparaît comme un fédéraliste pur et dur qui, lors de la campagne électorale de 1970, a pourfendu le PQ et René Lévesque jouant pourtant le rôle de tout adversaire politique. De plus, les felquistes responsables accidentellement ou pas de sa mort allaient être associés par le camp fédéraliste à des « terroristes

Dossier

Crise d'Octobre 70

et assassins marxistes », proches du Parti québécois. Cette instrumentalisation de la mort de Laporte par le camp fédéraliste allait d'ailleurs avoir un coût politique exorbitant pour le PQ, avec une diminution marquée de son membership en 1971.

Dans ce contexte, les résultats de l'enquête du journaliste du Devoir, Jean-Pierre Charbonneau, qu'elle ait ou non été concertée avec le PQ, arrivaient à point nommé pour le parti de René Lévesque. Ce dont on accusait Pierre Laporte s'avérerait-il sérieux ? Pas selon le directeur du Devoir de l'époque, Claude Ryan, ce que confirmera plus tard une commission d'enquête menée par trois juges. Mais ce qui est indéniable, c'est que l'histoire qui fera la une du Devoir, a été récupérée et instrumentalisée par le PQ alors que Pierre Laporte n'est plus là pour défendre son intégrité... Le discréditer publiquement n'avait-il pas pour objectif d'atténuer l'impact politique de sa mort ?

Trois ministres du gouvernement Lesage. Pierre Laporte, Paul Gérin-Lajoie et René Lévesque.

Source : Archives de la famille Laporte.



Correspondant et journaliste d'enquête au Devoir

Alors qu'il étudie toujours en droit à l'Université de Montréal, Pierre Laporte entre au Devoir en mars 1944. Comme novice, il rédige essentiellement des comptes rendus sur la vie étudiante de son université avant d'être affecté pour un temps à la couverture de l'actualité politique municipale montréalaise.

Le directeur du Devoir le nomme au poste de correspondant parlementaire au moment où Maurice Duplessis règne en maître à Québec.

Une fois son diplôme en poche, le directeur du Devoir, Gérard Filion, le nomme en 1948 au poste de correspondant parlementaire à l'époque où Maurice Duplessis règne en maître à Québec. Une fonction qu'il occupe du 15 janvier 1948 jusqu'au 19 mai 1956.

Après une brève incursion en politique active, Laporte est envoyé par Filion pour un temps à Ottawa, où il y exerce le rôle de correspondant parlementaire du 4 juillet 1956 au 6 juillet 1957. De retour à Québec le 13 novembre 1957, il y reste jusqu'au 30 juin 1961.

Laporte effectue son travail de correspondant parlementaire tout comme les autres journalistes : sous des titres variés, il relate fidèlement et de façon détaillée tout ce qui se passe : *À Québec, La politique provinciale, Lettre de Québec, La session provinciale, Ce qu'on dit et ne dit pas sur la colline parlementaire.*

Mais ce qui le caractérise, c'est le journalisme d'enquête qu'il pratique tout au long des années 1950 à une époque où les

journalistes ne s'en tenaient qu'au rôle de correspondant. Laporte va investiguer sur un grand nombre de sujets dont le barrage sur la rivière Bersimis, les mœurs électorales sous l'Union nationale, mais également sur la corruption dans les municipalités québécoises. Son enquête menant au scandale du gaz naturel sera l'une des plus connues et ébranlera le gouvernement déjà chancelant de Maurice Duplessis.

Laporte place la langue française au cœur de l'identité canadienne française.

En dehors des sessions parlementaires qui sont très souvent de courte durée, Laporte se lance dans des tournées estivales où il décrit les enjeux des différentes régions du Québec. Empreint du nationalisme de Groulx, Laporte place la langue française au cœur de l'identité canadienne-française. Comme nombre de ses contemporains, il croit fermement que la défense et l'épanouissement de la langue française offrent la seule garantie qui permette d'assurer la survie culturelle des Canadiens français face au danger de l'assimilation. Une survie culturelle non seulement pour le Québec mais également pour toutes les communautés francophones d'Amérique du Nord. Il écrit régulièrement sur l'Acadie, le Manitoba, la Colombie-Britannique et la Louisiane.

Sous le pseudonyme de Lex, il signe des articles sur des questions d'actualité autant que sur des sujets plus personnels voire intimistes, comme sa famille et ses souvenirs d'enfance. Laporte se prononce également sur les grandes questions d'actualité dans des éditoriaux où son sens critique se fait particulièrement acerbe et parfois

Dossier

Crise d'Octobre 70

d'une ironie mordante envers le gouvernement Duplessis. Il forme ainsi avec les membres de l'équipe éditoriale du Devoir, Gérard Filion et André Laurendeau, une équipe redoutable.

En 1956, l'hebdomadaire Vrai dirigé par Jacques Hébert embauche Laporte à titre de correspondant parlementaire. C'est sous le pseudonyme de Louis Lefebvre qu'il écrit des articles qui visent très souvent le chef de l'Union nationale avec des titres et des mots parfois très durs. Sa collaboration est toutefois de courte durée, soit de mars à décembre 1956.



**Maurice Duplessis
dans les années 1940**

**Source : Bibliothèque
et Archives Canada**

Comme journaliste vedette ayant souvent des démêlées avec le gouvernement Duplessis, Laporte est invité à plusieurs reprises aux émissions d'affaires publiques de

la radio et de la télé de Radio-Canada pour commenter l'actualité politique. René Lévesque l'invite régulièrement à son émission radiophonique *Journalistes au micro* et on peut l'entendre notamment aux émissions *La Revue de l'actualité*, *Conférence de presse* et *Métro Magazine*. À la télé, on le retrouve à *L'Actualité*, *Tribune libre* et *Carrefour*.

Infatigable, Laporte peut travailler 16 heures par jour.

Un journaliste qui a un flair spécial

Laporte est considéré par la plupart de ses collègues autant comme un fin analyste et communicateur que comme un redoutable enquêteur. Robert Rumilly, l'un de ses nombreux adversaires reconnaît son talent dans la monumentale biographie qu'il consacre à Maurice Duplessis : « Laporte a du talent, une plume concise, une réelle facilité d'exposition, ce qui aggrave la portée de ses attaques, le cuisant des blessures qu'elles infligent. »

Dans son autobiographie, Gérard Filion se rappelle qu'il avait les qualités de base du journaliste naturel : « On a dit de lui qu'il avait un fort esprit de synthèse. Ce qui n'était peut-être pas faux, mais il avait plutôt un flair spécial. Lorsqu'il écoutait les gens ou examinait une situation, il pouvait distinguer spontanément les points importants pour le public, pour ses lecteurs. »

Infatigable, Laporte peut travailler 16 heures par jour. Il tient rarement en place et rien ne l'ennuie plus que de devoir rester à son bureau pour accomplir des travaux de routine. Selon Filion, ce sont ces qualités qui ont permis à Laporte de réussir des enquêtes souvent difficiles en un temps record.

La tour de l'Assemblée nationale du Québec

Source :
Adobe Stock Saplin



Son affabilité lui permet de développer un réseau de contacts, des véritables « antennes », particulièrement dans le milieu politique. Et il sait mettre à profit son entregent pour compléter son information ou solliciter de judicieux conseils. Sa chronique du samedi intitulée *Ce qu'on dit et ne dit pas sur la colline parlementaire* démontre bien l'étendue de son réseau.

Sil'on souhaitait résumer en quelques lignes sa personnalité, nous pourrions citer l'historien Guy Frégault qui l'a côtoyé à l'époque où il était sous-ministre aux Affaires culturelles et qui le décrit très bien dans son autobiographie : « Il était travailleur, généreux, simple, cassant, prompt à rire et à l'emportement, décidé et, par-dessus tout, ambitieux. »

Face à Maurice Duplessis

Lorsque Pierre Laporte débute comme correspondant parlementaire à l'automne 1946, les relations entre son journal et le gouvernement de Maurice Duplessis sont plutôt bonnes. Le journal fondé par Henri Bourassa est l'un des rares quotidiens à appuyer l'Union nationale aux élections de 1939.

Après avoir appuyé le Bloc populaire en 1944, *Le Devoir* soutient à nouveau les unionistes en 1948 et 1952. Maurice Duplessis entretient d'ailleurs d'excellentes relations avec plusieurs correspondants et journalistes du *Devoir* : Alexis Gagnon, Louis Dupire et Louis Robillard. À son arrivée à Québec, Laporte reçoit donc un très bon accueil du premier ministre qui voit beaucoup de talent en ce jeune homme.

Il faut souligner que dans les années 1950, le travail de correspondant parlementaire consiste essentiellement à rapporter la nouvelle, et le correspondant du *Devoir* ne fera pas exception à la règle. La conférence de presse tenue

le vendredi par le premier ministre dans son bureau est qualifiée de véritable *dictée* par les journalistes.

Selon plusieurs historiens et auteurs, cette complaisance constatée chez les correspondants parlementaires est le reflet d'une pratique généralisée dans les médias québécois. À cette époque, la presse écrite est tenue de rapporter la nouvelle en réduisant au minimum la part des explications au point où l'on qualifie très souvent cette presse de passive, grise, terne et docile. Dans son ouvrage, *La lutte pour l'information*, Pierre Godin parle de grisaille journalistique et de neutralité politique pour caractériser le journalisme de la période suivant la Deuxième Guerre mondiale.

Sous la direction de Gérard Filion, *Le Devoir* constitue l'une des rares exceptions dans ce paysage médiatique et les écrits de ses journalistes indisposent régulièrement les autorités politiques.

Ai-je réussi à saisir complètement Maurice Duplessis ?

Il en va de même de la pratique journalistique du jeune correspondant du *Devoir*. Laporte rédige des

articles dans lesquels il fait le point sur les grands dossiers de l'actualité politique provinciale. Ces articles tentent de dégager la relation entre les causes et les conséquences des événements et il s'aventure régulièrement par ses explications sur le terrain de l'analyse. Des analyses succinctes qui juxtaposent objectivement les forces et les faiblesses des positions prises par le gouvernement de Maurice Duplessis.

Cette analyse tout en nuance de Maurice Duplessis est d'ailleurs le reflet d'un homme fort complexe, écrira Laporte dans son ouvrage *Le vrai visage de Duplessis* : « Il était très généreux. Et pourtant, il y avait peu d'hommes aussi mesquins que lui. On aurait pu écrire qu'il était intraitable,

ou charmant, très intelligent ou qu'il ne comprenait rien à certains problèmes. Tout cela eut été vrai selon que l'on eut analysé l'une ou l'autre facette de la personnalité de cet homme. »

Le journaliste du Devoir ne s'illusionne d'ailleurs pas sur sa capacité à saisir le personnage : « Ai-je réussi à saisir complètement Maurice Duplessis? Pas du tout. Je constate que ce livre me laisse le même sentiment d'inquiétude que si je n'avais écrit qu'un article de journal. J'ai l'intime conviction de n'avoir pas fait le tour de Maurice Duplessis. » Mais nombreux seront les historiens et auteurs, même parmi les amis de Duplessis, à puiser des extraits de cet ouvrage dont le portrait est des plus vraisemblables. Si Robert Rumilly n'y voit qu'un ouvrage visant à déconsidérer Duplessis, Conrad Black y voit un ouvrage intéressant et assez juste, bien que superficiel.

Des enquêtes retentissantes

Mais ce sont les enquêtes que mène Pierre Laporte qui feront le plus de bruit. Maurice Duplessis, peu habitué aux critiques en provenance des journalistes affectés à Québec, devient implacable avec le correspondant du Devoir. L'historien Jocelyn Saint-Pierre souligne dans son ouvrage sur l'histoire de la tribune de la presse que « rarement les rapports entre un homme politique et un journaliste atteignent le niveau de violence qu'ils atteignent entre Pierre Laporte et Maurice Duplessis ».

L'une de ses premières enquêtes porte sur les irrégularités sur le chantier de construction du barrage de la rivière Bersimis sur la Côte-Nord. Sur la base de témoignages recueillis et corroborés par d'autres témoins, Laporte fait état de gaspillage, d'erreurs coûteuses, d'incompétence et de mauvaises conditions de travail pour les travailleurs de ce chantier d'Hydro-Québec. La question de la sécurité est d'ailleurs soulevée puisque dix ouvriers y meurent en tombant d'un échafaudage le 23 janvier 1954.

Une rivière au Québec qui alimente un barrage

Source : Adobe Stock



L'improvisation est telle que de nombreux ingénieurs préfèrent quitter le chantier comme Laporte le rapporte dans un article publié le 26 juin 1954 : « Des ingénieurs avaient été embauchés pour des fins déterminées chef de service préposé à tel département responsable de telle partie des travaux. Mais ils ont constaté qu'ils n'étaient pas maîtres chez eux. Des subalternes presque toujours sans compétence discutaient leurs ordres ou donnaient même des contre-ordres. Et c'est généralement l'incompétence qui finissait par l'emporter. »

Laporte stoïque écoute la violente diatribe du premier ministre lancée contre lui

Il démontre que le système de commission, garantissant 10 % des coûts des contrats octroyés aux entreprises embauchées par Hydro-Québec, encourage systématiquement une hausse marquée des coûts. Le journaliste d'enquête juge les témoignages et les faits constatés assez sérieux pour demander qu'une enquête publique soit mise sur pied afin de faire toute la lumière dans ce dossier.

L'affaire rebondit rapidement à l'Assemblée législative le 4 février 1954 comme le rapporte le Journal des débats. À une question du chef de l'Opposition, Georges-Émile Lapalme, sur les irrégularités soulevées par *Le Devoir*, Maurice Duplessis s'emporte et s'attaque avec virulence à l'auteur de l'enquête. « Que ce soit dans la maladie ou la santé, dans l'instruction ou l'ignorance, la pauvreté ou la richesse, je ne sache pas qu'il existe un animal, même le plus pourceau, qui manque de cœur. On peut avoir chacun ses opinions, mais quand quelqu'un a été gavé, c'est indigne de se servir de la nourriture qui lui a été donnée pour la vomir sur son

bienfaiteur.» Duplessis écorche au passage *Le Devoir* qu'il traite de feuille jaune et mensongère. Du haut de la galerie de presse, Laporte stoïque écoute la violente diatribe du premier ministre lancée contre lui.

Laporte demeure inébranlable

Dans les pages du *Devoir* du lendemain, le correspondant ne manque pas de souligner que cette attaque personnelle a été prononcée par un premier ministre bravement caché derrière son immunité parlementaire. Laporte en profite pour faire une mise au point plutôt cassante à son endroit : « On a cru dans le temps que M. Duplessis voulait rendre service à mon grand-père. On constate aujourd'hui qu'il s'armait contre moi. Cela le dépeint bien. »

Quelques semaines plus tard, *Le Devoir* et son correspondant se prononcent en faveur de l'impôt sur le revenu provincial malgré le bras de fer à venir avec le gouvernement fédéral. Dans un article du *Courrier de Sorel*, on se demande ouvertement si, depuis ses déclarations sur les irrégularités de la Bersimis, le journaliste du *Devoir* a peur ou alors s'il attend quelque faveur de Maurice Duplessis. La réponse ne se fait pas attendre. Dans un éditorial publié le 18 juin 1954, Laporte demeure inébranlable : la loi de l'impôt sur le revenu est susceptible de faire avancer la cause de l'autonomie, c'est pourquoi il l'appuie. Quant aux travaux de la Bersimis, il écrit : « Je continue mes travaux sur la Bersimis. Si tout est conforme aux principes d'une saine administration, je le dirai. Dans le cas contraire, je le dirai aussi. »

Le gouvernement Duplessis ne donnera jamais suite à la demande de mise sur pied d'une commission d'enquête.

Les élections ne se gagnent pas avec des prières

Pierre Laporte a régulièrement enquêté sur les « machines » électorales des partis provinciaux et plus particulièrement sur celle de l'Union nationale. Il en vient à développer une connaissance exceptionnelle des structures et des personnages clés d'une telle organisation. Le texte qu'il publie dans les pages de Cité Libre (décembre 1952) constitue une remarquable synthèse de la machine électorale de l'Union nationale.

Mais la plus vaste enquête qu'il lance sous le thème *Les élections ne se gagnent pas avec des prières*, compte 46 articles échelonnés du 1er octobre au 6 décembre 1956, et elle met en lumière tous les rouages de la machine électorale unioniste déployée cette même année lors de l'élection provinciale. Selon Laporte, les sommes colossales investies en publicité constituent le meilleur exemple des moyens disproportionnés que l'Union nationale utilise lors de cette campagne électorale. Elles frôlent les deux millions de dollars, énorme montant pour l'époque.

L'Union nationale peut compter sur l'appui de plusieurs membres du clergé. Laporte cite plusieurs exemples dans ses articles. Le 5 juin 1956, à la cathédrale d'Amos, l'évêque du diocèse, Mgr Aldée Desmarais, souligne la contribution exceptionnelle du premier ministre à l'œuvre du séminaire : « Voilà pourquoi je tiens à rendre en ce jour un public hommage de gratitude à ceux qui furent les plus insignes bienfaiteurs de notre séminaire, et j'ai nommé

17 janvier 1970. Pierre Laporte entouré par une foule de partisans durant le congrès du PLQ.

**Source :
Archives La Presse,
Robert Nadon.**



l'honorable M. Duplessis et ses collègues du Conseil exécutif de Québec ». Une déclaration qui sera reprise et publiée dans le dépliant du candidat de l'Union nationale de la circonscription.

Les articles font également état de détournement de fonds publics servant à la propagande politique, de l'impact de la Loi 34 imposant un énumérateur unique, du chantage exercé auprès des électeurs, de l'achat massif de votes et du vol de boîtes de scrutin à la pointe du revolver dans les bureaux d'élection.

Laporte dévoile les sources à la base même de cette fabuleuse caisse électorale.

Le journaliste estime que l'ensemble des moyens utilisés par les organisateurs de l'Union nationale pour gagner les élections a eu un coût exorbitant : « Nous avons fait la preuve que la note a été d'au moins 5 millions de dollars. De l'avis de toutes les personnes au courant du coût d'une élection, ce chiffre est un minimum. Les organisateurs duplessistes eux-mêmes trouvent rigolo que nous nous en soyons tenus à ce chiffre. Mais il est impressionnant puisqu'il établit que chaque candidat de l'Union nationale a coûté au moins 50 000 \$ à la caisse électorale. »

En conclusion de son enquête, Laporte dévoile les sources à la base même de cette fabuleuse caisse électorale : « Elle vient des entrepreneurs, des détenteurs de permis, de toutes les personnes qui ont des contrats ou des

faveurs du gouvernement. Mais ces gens ne sont que des intermédiaires. En fait, les millions de l'Union nationale viennent des poches des contribuables, qui paient plus cher pour leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs travaux publics à cause des ristournes qui entrent dans la caisse du parti. » Les résultats de cette enquête, qu'il publie le 13 juin 1958 démontrent véritablement les talents d'investigateur de Laporte et l'étendue de son réseau. Ils demeurent l'un des rares témoignages aussi détaillés et documentés sur les pratiques électorales frauduleuses de cette époque.

L'enquête qui fera le plus de bruit est celle aboutissant au scandale du gaz naturel.

Le scandale du gaz naturel

L'enquête qui fera le plus de bruit et qui constitue le plus grand scoop de sa carrière est celle aboutissant au scandale du gaz naturel. À la une de l'édition du 13 juin 1958, Laporte révèle qu'un certain nombre de ministres, peut-être même le premier ministre lui-même, des députés et organisateurs de l'Union nationale ont spéculé et empoché de substantiels profits lors de la vente du réseau public de gaz naturel à l'entreprise privée. « Les promoteurs de la Corporation de gaz naturel du Québec n'ont risqué que 50 000 \$ pour mettre la main sur un actif de 39 millions de dollars. Le coup de bourse est de l'ordre de 20 millions de dollars ; les promoteurs de la Corporation réaliseront un profit de capital d'au moins 9 millions de dollars. » Dès le lendemain, Laporte révèle les noms des six ministres et des quatre conseillers législatifs impliqués dans l'affaire. C'est le premier ministre lui-même qui, lors d'une conférence de presse la veille, avait sommé *Le Devoir* de nommer les membres de son cabinet qui étaient actionnaires de la Corporation.

Dossier

Crise d'Octobre 70

Gérard Filion, directeur du Devoir, résume bien dans ses mémoires la nature explosive de la situation : « Le scandale, c'était que des hommes politiques s'étaient placés dans un conflit d'intérêt. Comme législateurs, ils avaient voté une loi autorisant la vente du réseau de gaz et, comme individus, ils avaient acheté des actions de la compagnie qui en faisait l'acquisition. Ils s'étaient faits à la fois vendeurs et acheteurs. »



André Laurendeau, Pierre Laporte, candidat indépendant dans la circonscription de Montréal-Laurier, et Germain Charland, lors de la soirée de clôture de la campagne électorale le 19 juin 1956.

Source : Archives Le Devoir.

Surpris par l'affaire, Duplessis commente du bout des lèvres. Laporte relate ainsi les propos du premier ministre dans un article publié le 21 juin 1958 : « Au cours d'une longue conférence de presse, presque entièrement consacrée à l'affaire du gaz naturel, le premier ministre Duplessis n'a pas nié que des membres de l'Union nationale ont acquis des actions de la Corporation du gaz naturel. Pendant plus d'une heure et demie, le chef du gouvernement s'est employé à faire quelques mises au point au sujet de la

cession du réseau de gaz à la Corporation et des propriétés caloriques du nouveau combustible, mais il n'a répondu à aucune des accusations portées par *Le Devoir*. »

Duplessis lance effectivement des poursuites contre Le Devoir

Quelques jours plus tard, le remplaçant de Laporte, Guy Lamarche, est expulsé manu militari du bureau du premier ministre sur son ordre. Devant les autres journalistes ébahis par la soudaine expulsion de leur collègue, Duplessis explose et annonce qu'il intentera des poursuites contre le journal montréalais. Ses propos sont repris dans la plupart des journaux du 28 juin : « Des procédures judiciaires seront intentées contre ce journal, procédures qui mettront à jour, devant le public, tous les faits qui relèvent des tribunaux et qui se rapportent à la question soulevée. Le grand scandale dans toute cette affaire, et c'est un scandale odieux, c'est la propagande injuste et souvent infâme du journal qui s'intitule *Le Devoir*. »

Duplessis lance effectivement des poursuites contre Le Devoir et saisit les tribunaux de l'affaire, ce qui coupe court à tout échange verbal sur le dossier. Dans ses mémoires, Georges-Émile Lapalme parle de la mesure prise par Duplessis comme d'un véritable chef-d'œuvre de machiavélisme politique.

Dans l'un de ses éditoriaux en date du 16 juillet 1958, Laporte traite de manière humoristique le silence de Duplessis. « Le gaz naturel a, selon les personnages qu'il touche, des effets contraires. S'il a réussi à rendre éloquentes des libéraux qui avaient appris à se taire, il a rendu muet depuis deux semaines le premier ministre le plus bavard depuis la Confédération! »

Dossier

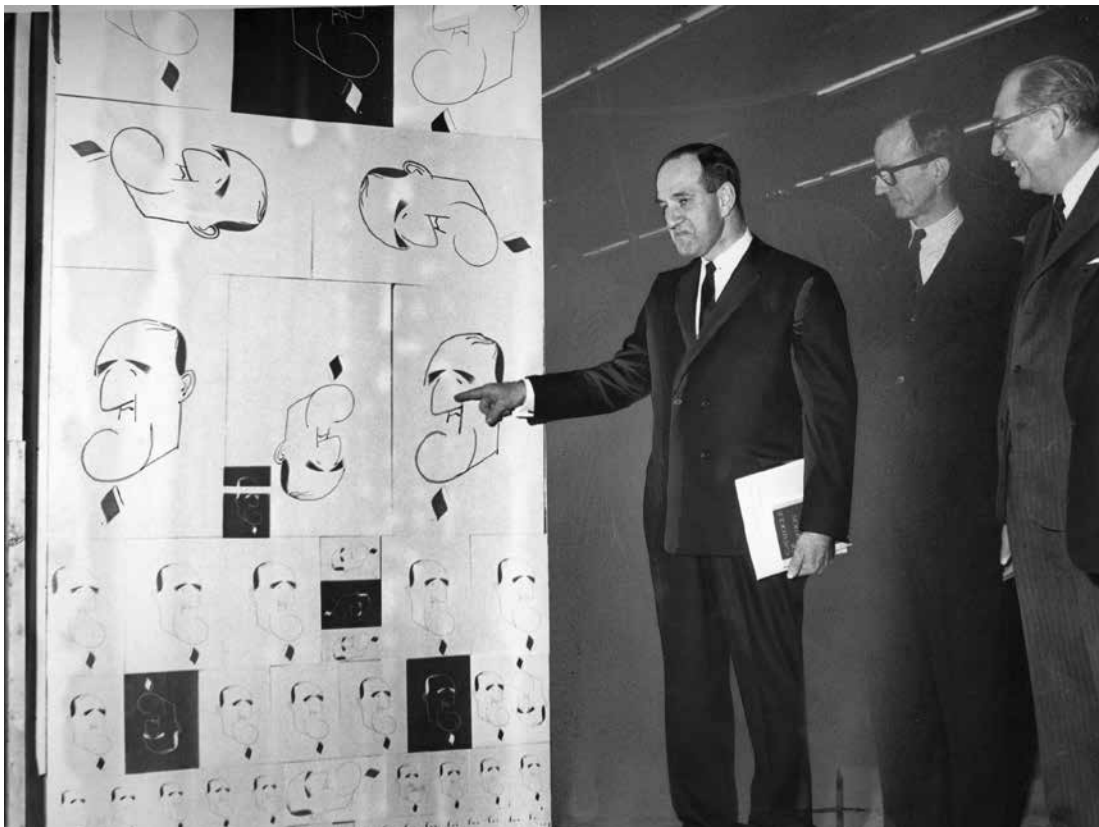
Crise d'Octobre 70

Mais au-delà des considérations politiques, cette histoire du gaz naturel aura été pour Laporte un point tournant dans l'histoire des relations de Duplessis avec la presse à Québec : les journalistes ayant assisté à cette expulsion, décident de former une société incorporée et ils se dotent de règlements à même d'assurer à tous les membres le même traitement.

À l'époque de Maurice Duplessis, le travail de correspondant parlementaire consiste essentiellement à rapporter la nouvelle. Mais comme nous l'avons vu précédemment, Laporte ne se contente pas de ce rôle. Bénéficiant de l'appui indéfectible de Gérard Filion et d'André Laurendeau, le correspondant du Devoir se lance dans de nombreuses enquêtes en plus de signer des éditoriaux très souvent incisifs contre le régime en place. Dans cette croisade anti-duplessiste, Laporte qui se trouve à Québec, doit faire face à la toute-puissance de Maurice Duplessis. Les correspondants des autres journaux vont souvent s'effacer.

L'homme devant lui-même. La ministre des Affaires culturelles, M. Pierre Laporte, devant la mosaïque de lui-même qui se trouve au Salon du livre de Montréal (Caricatures de Berthio).

Source : Archives La Presse, Roger St-Jean.



Pierre Laporte, armé de son seul sang froid et dont le travail journalistique se démarque de manière singulière pour l'époque, sera souvent seul à affronter les foudres du chef de l'Union nationale.

La carrière politique de Pierre Laporte

Bien avant de se lancer en politique active, Laporte milite pour plusieurs causes qui lui tiennent à cœur. Fidèle disciple du chanoine Lionel Groulx, il s'engage au sein de la Société Saint-Jean-Baptiste et de l'Ordre de Jacques-Cartier tout en militant dans la Ligue de l'Action nationale dans les années 1950, puis en devenant directeur de la revue de 1954 à 1959.

En collaboration avec la Société-Saint-Jean-Baptiste de Montréal, il préside en mars 1947 une campagne du livre français dont l'objectif est de fournir 50 000 ouvrages aux francophones des provinces de l'Ouest du Canada. En plus d'organiser toute une série d'activités réunissant le maire de Montréal, Camilien Houde et Lionel Groulx, Laporte rédige une trentaine d'articles sur le sujet dans les pages du *Devoir*.

En 1950, il s'engage activement dans la campagne de moralité publique à Montréal, écrivant même des textes pour les organisateurs du Comité de moralité publique, l'ancêtre de la Ligue d'action civique menée par Jean Drapeau. Cette ligue sera d'ailleurs appuyée par *Le Devoir* tout au long des années 1950.

Il fait le saut en politique lors des élections provinciales de 1956, en se présentant comme candidat indépendant dans la circonscription de Montréal-Laurier : il est battu par le candidat de l'Union nationale qui

l'emporte avec une écrasante majorité de 7 491 voix.

En décembre 1961, il se lance à nouveau en politique active, mais cette fois sous la bannière du Parti libéral du Québec et il se fait élire lors d'une élection partielle dans la circonscription de Chambly. Il est réélu en 1962, en 1966 et en 1970. Le premier ministre Jean Lesage le nomme ministre des Affaires municipales, fonction qu'il occupe du 5 décembre 1962 au 16 juin 1966 puis il cumule les postes de ministre des Affaires culturelles du 9 septembre 1964 au 16 juin 1966 et de leader parlementaire du gouvernement du 21 janvier 1965 au 18 avril 1966.

Après les élections de 1966, il devient leader de l'Opposition.

Il initiera plusieurs réformes municipales, défendra un statut particulier pour la langue française au Québec et appuiera sans réserve le projet de nationalisation de l'hydroélectricité de son collègue et ami, René Lévesque.

Après les élections de 1966, il devient leader de l'Opposition. Lors du congrès de direction du Parti libéral en 1970, il se trouve en troisième position largement devancé par Robert Bourassa et Claude Wagner. Loin de quitter la politique, Laporte offre ses services au nouveau chef libéral qui le nomme, après les élections générales de 1970, vice-premier ministre, leader parlementaire du gouvernement, ministre de l'Immigration et ministre du Travail et de la Main-d'œuvre.

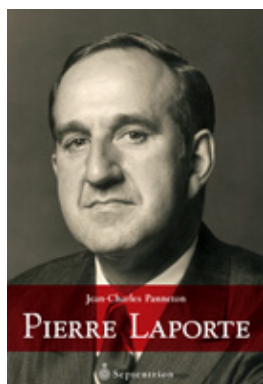
La mort de Pierre Laporte

Pierre Laporte est enlevé devant sa résidence de Saint-Lambert le 10 octobre par des membres de la Cellule Chénier du Front de libération du Québec (FLQ).

Le 16 octobre, lorsque les felquistes entendent à la radio le refus d'Ottawa de négocier avec eux et le déclenchement des mesures de guerre, ils déclarent après coup l'avoir délibérément assassiné.

Mais pour le journaliste Guy Gendron de la télévision de Radio-Canada, une tentative d'évasion de Pierre Laporte qui aurait fait un certain bruit, pousse les ravisseurs à quitter la maison de la rue Armstrong où ils le détiennent pour un endroit qu'ils jugent plus sûr. C'est en voulant mettre Laporte dans le coffre de la voiture pour le déplacer incognito, que celui-ci, croyant son heure arrivée, se serait débattu, qu'il aurait crié, et que ses ravisseurs l'auraient accidentellement étranglé en tentant de le maîtriser. Gendron croit que c'est ce qui expliquerait la présence d'un oreiller dans le coffre de la voiture.

Le rapport d'autopsie du médecin légiste, Jean-Paul Valcourt, confirmera que le décès de Pierre Laporte est attribuable à un processus d'asphyxie aiguë par strangulation au lien, le lien étant la chaînette scapulaire que portait Pierre Laporte sous son chandail.



Jean-Charles Panneton est détenteur d'un baccalauréat et d'une maîtrise en histoire politique. Il a publié en 2012 une biographie de Pierre Laporte aux éditions du Septentrion. Les illustrations de cet article ont été extraites de cet ouvrage et aimablement fournies par les éditions du Septentrion.

Dossier
Crise d'Octobre 70

Un océan d'archives pour écrire l'histoire du FLQ

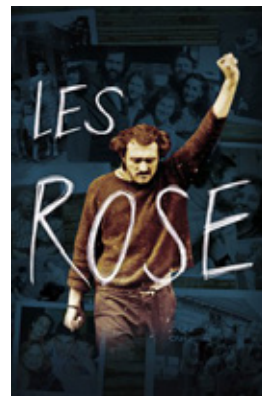
Entretien avec Félix Rose



Quand on s'appelle Rose, difficile de passer inaperçu pour les 50 ans de la crise d'Octobre. Fils de Paul et neveu de Jacques, Félix Rose a utilisé sa connaissance du milieu pour enquêter sur les réseaux felquistes, signer un film et une série, mais surtout accumuler un grand nombre d'archives inédites, jamais exploitées...

Vous avez sorti le film Les Rose sur votre famille et sa trajectoire particulière pendant la crise d'Octobre. Ce projet a-t-il germé rapidement ou est-ce le fruit d'une lente réflexion ?

Plutôt d'une longue réflexion ! Mon premier réflexe, quand j'ai compris qui était mon père et son rôle pendant la crise d'Octobre, n'a pas été d'en parler directement avec lui. J'ai préféré faire des recherches de mon côté. J'ai commencé à lire des livres, des journaux de l'époque et à visionner des documentaires. Ensuite, cette démarche m'a amené à m'intéresser à l'histoire de ma famille. Vers 12 ou 13 ans, j'ai voulu faire un arbre généalogique et mon père a embarqué dans ce projet et m'a carrément aidé. C'est devenu par la suite une passion commune. On se rendait tous les deux à la bibliothèque de Montréal, à la recherche d'ancêtres. Ce projet-là m'a permis de comprendre un peu mieux qui était ma famille, d'où elle venait, par quoi elle était passée.



Dans ce documentaire sorti en 2020, Félix Rose tente de comprendre les actes de son père et de son oncle

Source : ONF

J'ai aussi eu une meilleure perception du Québec ouvrier. J'ai pu mieux comprendre les gestes qui avaient été posés par ma famille.

Quel a été l'élément déclencheur par la suite ?

En 2011, nous sommes allés en Irlande pour suivre la trace de nos ancêtres. Nous avons fait de belles découvertes là-bas, entre autres, que notre vrai nom n'était pas Rose, mais Rouse. Par contre, j'ai pris conscience que mon père vieillissait quand j'ai observé ses problèmes de santé. J'ai perçu un sentiment d'urgence qui m'a poussé à raconter l'histoire de la famille. C'est vraiment en Irlande que j'ai eu le déclic. Parallèlement, j'ai développé une passion pour le cinéma.

Avez-vous impliqué votre père ?

Oui, j'ai commencé à développer le projet avec lui. Il m'a raconté son histoire et on a passé du temps à en parler. J'ai alors écrit un long texte qu'il a corrigé. Cela m'a permis de mieux comprendre Octobre 70 et le contexte de l'époque. Il m'aidait dans mes démarches, même si cela devait être dur à porter pour lui. Et puis, il est décédé subitement, en 2013. Juste avant sa mort, j'avais filmé un peu pour mon premier documentaire qui s'appelle *Avec la gauche*, où je suivais une campagne électorale à Saint-Jérôme. C'était plus un prétexte, en fait, pour filmer mon père et qu'il s'habitue à ma caméra. Mais il est décédé subitement d'un AVC peu de temps après. C'est à ce moment-là que j'ai vraiment mesuré la responsabilité que j'avais. Chaque fois que quelqu'un meurt, c'est comme si un pan de mémoire disparaît. Je suis vraiment devenu obsédé par ça et mes démarches ont franchi un nouveau stade.



**Portrait de Félix
Rose par Eric
Piccoli**

Source : ONF

Qu'avez-vous fait concrètement alors ?

La première chose que j'ai faite, c'est d'archiver le patrimoine de mon père. Comme il ne jetait rien, cela m'a pris cinq ans pour tout traiter. J'ai numérisé toutes ses notes de procès, toutes ses photos, tous les documents rares, des manifestes et les papiers liés à sa détention. J'ai aussi découvert des films super 8, et même des cassettes qu'il avait enregistrées clandestinement en prison. J'ai ainsi compris que j'avais la matière pour faire vivre mon père autrement, pour le faire vivre à travers ses archives. Ensuite, je me suis dit : « il faut que je rencontre des gens qui étaient proches de lui ». Donc là, j'ai commencé à chercher tous les gens dont j'avais entendu parler, mais que je n'avais jamais rencontrés. Je suis allé voir d'anciens membres du FLQ, ses amis, des anciens camarades. Ces gens ne parlent pas souvent et ils se méfient généralement des journalistes. Heureusement, le fait d'être le fils de Paul Rose me donnait un avantage. Cela n'a pas toujours été facile malgré tout. J'ai mis des années à convaincre certains de témoigner. Je pense notamment à Pierre-Paul Geoffroy (NDLR : à la tête d'un réseau du FLQ à la fin des années 1960).

Que s'est-il passé avec lui ?

J'ai rencontré Pierre-Paul Geoffroy car il était venu aux funérailles de mon père. À ce moment-là, il n'était pas prêt car il n'avait jamais parlé depuis sa sortie de prison. J'ai donc créé un lien de confiance avec lui. Je l'ai invité à souper deux ou trois fois chez ma mère et on est allés boire des cafés ensemble. En plus de sa peur de témoigner, il avait des trous de mémoire. Je lui ai soumis des archives pour essayer de l'aider à revivre les choses. C'était délicat car cela reste des années difficiles pour lui. J'ai commencé ces démarches en 2013, puis il m'a accordé une entrevue en 2017. Donc ça a pris pas loin de quatre ans pour le convaincre !

Avez-vous d'autres souvenirs de ce genre de rencontre ?

Oui, j'ai un souvenir très particulier de ma recherche pour retrouver Jacques Beaulne. Cela faisait des années que je voulais le rencontrer ! C'est quand même lui qui a fondé la Maison du pêcheur à Percé en 1969. Toutes les personnes qui ont gravité autour de cette histoire me parlaient souvent de lui. J'ai hélas appris qu'il était devenu itinérant. Il avait coupé tous les ponts, y compris avec sa famille. Je suis alors allé visiter des centres pour itinérants. Cela vous montre à quel point j'étais obsédé par l'idée de le retrouver ! Puis un jour, banalement, une personne du nom de Jacques Beaulne s'est enregistrée sur Facebook.

Tu peux le faire, mais n'utilise pas mon témoignage avant ma mort.

Après quelques vérifications, j'ai découvert que c'était le Jacques Beaulne que je recherchais avec tant d'avidité ! Je suis parvenu à le rencontrer pour écouter son histoire incroyable. Il a eu une vie tourmentée avec un épisode de prison au Mexique. C'était particulier de recueillir son témoignage, car il sortait à peine de la rue et j'ai bien senti que la vie l'avait malmené. J'ai enregistré cette entrevue en septembre 2017 et il est mort peu après.

Avez-vous fait certaines concessions pour recueillir des témoignages ?

Oui, par exemple Yves Langlois (NDLR : membre du réseau Lancôt-Rose) m'a dit : « tu peux le faire, mais je ne veux pas que tu utilises mon témoignage avant ma mort. Et en plus, je veux être filmé de dos ! ». C'est le genre de défi que j'ai relevé. En fait, je voulais faire un documentaire sur la famille Rose, mais je voulais aussi sauver la parole de ces gens-là. Dans les huit dernières années, j'ai peut-être fait une quarantaine d'entrevues, filmées ou audio uniquement.

J'étais heureux de créer ce matériel pour qu'il puisse être accessible plus tard. Je savais que j'allais piocher là-dedans pour mon film, mais ce n'était pas l'unique objectif. En plus, ces acteurs de l'histoire me donnaient souvent accès à leurs archives personnelles, donc j'ai obtenu du matériel inédit.

Quel est l'échange le plus prolifique à vos yeux ?

C'est le travail avec mon oncle Jacques, c'est sûr ! Rien ne vaut mon échange avec Jacques. C'est particulier parce ce n'est pas juste le frère de mon père, c'est aussi son meilleur ami. Et puis, Jacques, j'ai grandi avec lui, il était toujours à la maison. Il pouvait passer des mois chez nous parce qu'il y avait des travaux à faire. J'avais un lien fort avec lui. Il n'a pas eu d'enfants, donc il nous traitait comme sa propre descendance. Et puis, c'est un très bon conteur. Comme on peut le voir dans le film, mes dialogues avec lui sont vraiment des entrevues intimes, tellement intimes que Jacques oubliait la caméra. Il a été complètement honnête avec moi. C'est la première fois qu'il racontait son histoire d'ailleurs. Alors, c'est vraiment l'échange le plus fort que j'ai eu dans les dernières années.

Félix en pleine conversation avec son oncle sur le perron de la maison de Jacques Rose.

Source : ONF



Dossier

Crise d'Octobre 70

Qu'allez-vous faire de ces archives ?

J'avais commencé des démarches avec BAnQ. Mais tout ça, c'est compliqué, car mon père est un personnage controversé. J'ai pensé que ce n'était pas le bon moment. En même temps, je ne veux pas que cela reste dans un sous-sol. Alors, ma priorité c'est de tout archiver de façon numérique pour que le contenu soit en sécurité. Ma démarche se termine avec le film et la série (NDLR : *Le dernier felquiste* sur Club Illico), mais j'encourage d'autres personnes à se lancer en utilisant ce contenu. Donc, c'est peut-être dans 10 ou 15 ans, quand la majorité des gens qui ont vécu la crise ne seront plus là que je mettrai tout cela à disposition. Je me dis aussi qu'il faut que je laisse des traces qui vont servir aux historiens. Plus tard, quand ils vont écrire l'histoire de tout ce mouvement, ils vont avoir accès aux points de vue des gens du FLQ.

La famille Rose au complet.

Propos recueillis par Sylvain Lumbroso

Source : ONF



Dossier
Crise d'Octobre 70

« J'approuve les mesures de guerre »

**Lettres et télégrammes envoyés à Jean Drapeau, maire de
Montréal lors de la crise d'Octobre**

par Mario Robert



En octobre 2019, les Archives de la Ville de Montréal ont dévoilé le contenu du fonds Jean Drapeau et ont rendu accessibles de nombreux dossiers en ligne. Les documents liés aux installations olympiques ou au général de Gaulle ont occupé le devant de la scène. Pour ce numéro sur la crise d'Octobre, nous avons choisi d'analyser 150 lettres d'appui reçues par le maire de la ville confrontée à des événements exceptionnels.

Les efforts de numérisation des archivistes portent sur des thèmes et des écrits qui risquent d'intéresser les chercheurs, étudiants, citoyens et médias. Dans un premier temps, parmi cette importante masse documentaire, ils ont sélectionné la copie annotée par Jean Drapeau du rapport de l'enquête Malouf consacrée aux coûts de construction des installations olympiques, la réplique attendue depuis des décennies à cette commission d'enquête, les lettres favorables et hostiles à sa réponse au Vive le Québec libre du général de Gaulle, ses allocutions et discours entre 1933 et 1957, ou la correspondance reçue lors des événements d'octobre 1970.

Dossier

Crise d'Octobre 70

En ce 50e anniversaire de la crise d'Octobre, nous nous intéressons à ces quelque 150 lettres d'appui au maire de Montréal écrites entre le 16 octobre et la mi-décembre. Une brève analyse quantitative nous montre qu'autour de 60 % de cette correspondance est envoyée entre le 18 et le 23 octobre. Les auteurs sont majoritairement des individus ou des couples. Ainsi, plus de 100 femmes et hommes se manifestent auxquels s'ajoutent sept groupes totalisant une centaine de personnes. Au total, plus de 200 personnes de Montréal et du reste du Québec, dont plus de 35 % de femmes, signifient leur soutien aux instances gouvernementales. Trente-six organismes, dont 21 qui représentent les Chevaliers de Colomb de diverses municipalités québécoises, font de même. Seuls dix lettres ou télégrammes émanent du Canada anglais, principalement d'Ontario, quatre des États-Unis, trois de Grande-Bretagne et deux de France. Finalement, on ne retrouve que six entreprises de petite taille, peu connues sauf peut-être la compagnie d'assurance La Prévoyance. La grande majorité des messages sont en français (75 %) et 21 d'entre eux sont aussi adressés aux premiers ministres Trudeau et Bourassa (15 %).

La loi des mesures de guerre

Le 15 octobre 1970, à la demande du gouvernement du Québec, les forces armées canadiennes rentrent dans Montréal et prennent position devant des édifices publics, dont l'hôtel de ville. La même journée, le maire Jean Drapeau et son président du comité exécutif, Lucien Saulnier, font parvenir une lettre au premier ministre Pierre Trudeau. Tout comme le premier ministre québécois Robert Bourassa, ils réclament l'assistance de l'autorité fédérale «pour protéger la société du complot séditieux et de l'insurrection appréhendée dont les enlèvements récents ont marqué le déclenchement». Les responsables municipaux et provinciaux sont d'avis que, sans cette aide, il devient impossible de retrouver les otages du Front de libération du Québec, James Richard Cross et Pierre Laporte.

Cette demande de soutien repose sur le rapport de Marcel Saint-Aubin, directeur du Service de la police de Montréal, qui affirme que «les difficultés d'enquête résultant de l'organisation interne de ce mouvement divisé en de multiples petites cellules étanches entre elles et la somme incroyable des vérifications et des recherches qui nous sont imposées, ont taxé et taxent à leur extrême limite les ressources à la disposition de notre Service de police».

En soirée, le Centre Paul-Sauvé accueille un encan pour financer le Front d'action politique (FRAP). Ce premier véritable parti d'opposition à celui du maire Drapeau est en pleine campagne pour les élections municipales qui doivent se tenir le 25 novembre. Après l'événement, des milliers d'étudiants écoutent les discours des felquistes Pierre Vallières et Charles Gagnon, de l'avocat Robert Lemieux et du syndicaliste Michel Chartrand. Enthousiasmés, ils soutiennent bruyamment le Front de libération du Québec et ses objectifs. La classe politique est affolée.

Après que le premier ministre québécois Robert Bourassa eut, lui aussi, demandé l'aide fédérale, la Loi des mesures de guerre est décrétée vers 4 heures du matin. La nouvelle se répand à grande vitesse. Les perquisitions massives et les arrestations débutent en cet avant-midi du 16 octobre.

Durant la journée, six personnes font parvenir au maire Drapeau les premières lettres et premiers télégrammes à ce sujet. Dans son envoi, Marcel Lamarche le félicite, trouve les dispositions d'urgence très appropriées et souhaite que l'on s'occupe d'autres secteurs de la société québécoise : «prochaines cibles, Radio-Canada et le corps enseignant». Ce lien avec les médias et l'éducation revient aussi à quelques reprises dans des messages ultérieurs.

Madame Mercier, une locataire des Habitations Jeanne-Mance, estime que la plupart des gens qui y vivent sont avec le maire et qu'ils le soutiendront lors de l'élection qui vient. Un citoyen du quartier Ahuntsic, Fortunat Legault,

constate que l'administration municipale « a sans doute, j'en suis assuré, grandement contribué par votre sage décision à cette protection obtenue et accrue pour la majorité de notre peuple montréalais, québécois, et canadien ».

Mort de Pierre Laporte et éditorial de La Presse

Deux événements vont déclencher l'envoi d'un courrier plus abondant : l'homicide de Pierre Laporte et la découverte de son corps à Saint-Hubert le 17 octobre de même que l'éditorial « Appel aux Québécois » de Jean-Paul Desbiens, paru dans *La Presse* du 19 octobre.

La mort du ministre crée une onde de choc. Comme le souligne le journal *La Presse* dans un article consacré à des témoignages de citoyens : « S'il y avait eu un certain courant de sympathie envers le FLQ la semaine dernière, alors que la perspective de l'assassinat des otages faisait encore partie du futur incertain et que le coup d'éclat des enlèvements exerçait sa fascination, il n'y avait plus hier, chez les gens que nous avons interrogés, que de l'approbation envers le gouvernement, une horreur devant le meurtre de Pierre Laporte et un désir profond que tout cela cesse ».

L'émotion est à son comble et certaines lettres comportent même des propos virulents comme celle d'un groupe de cinq femmes et deux hommes d'Hochelaga-Maisonneuve.

«Soyez très ferme et nous sommes sûrs que les trois gouvernements réunis réussiront à détruire ce mouvement clandestin, ces Québécois ignobles. Nous vous prions de recommander qu'on réinstalle la peine de mort et que l'on condamne, sans pitié et sans exception, tous les membres actifs du FLQ que nous considérons des complices solidaires des ravisseurs et exécuteurs de M. Laporte.»

L'éditorial en 14 points de Desbiens, ce frère mariste connu sous le nom de Frère Untel, semble également avoir un impact sur certains citoyens. Au point 6, il écrit : « Ce n'est pas le moment de couper les cheveux en quatre. Les citoyens doivent trouver, dès aujourd'hui, tous les moyens possibles de dire clairement leur appui au gouvernement. Exemple : télégrammes, lettres, etc. ». Cette invitation pour que la population apporte son concours est renouvelée aux étapes 9 (« que la majorité silencieuse, là aussi, se manifeste clairement »), 12 et 13 (« Le peuple doit être avec le gouvernement, ou bien il tombera sous la coupe du FLQ »).

Dès le lendemain, dix personnes de Montréal signent une lettre au premier ministre Trudeau, avec copie au maire Drapeau : « Suite à l'appel aux Québécois de Jean-Paul Desbiens, *La Presse*, 19 octobre 1970, nous voulons vous dire que nous vous appuyons pour les mesures prises afin de rabrouer le terrorisme au Québec et d'essayer de bâtir la paix et la justice sociale ».

Les principaux thèmes

Les quelques extraits présentés nous amènent à identifier les principaux sujets qui préoccupent les individus. Ceux qui reviennent sont la peine de mort, les médias et le monde de l'éducation.

À l'instar de la lettre des citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve, une dame de la Mauricie, après avoir exprimé ses « pieuses pensées pour Pierre Laporte et sa famille », souhaite le rétablissement de la peine de mort.

« Les auteurs et collaborateurs de l'odieux crime devaient être exécutés, et tous les FELQUISTES et SYMPATHISANTS incarcérés pour longtemps. Ils constituent une véritable menace pour la société et les institutions (20 octobre) ».

Toutefois, ce thème de l'application de la peine capitale ne revient que dans six courriers. Les partisans de cette sanction criminelle ne représentent qu'une douzaine de personnes sur près de 200 signataires (6 %). En 1970, le recours à la potence demeure en vigueur bien que la dernière pendaison au Québec se soit produite dix ans auparavant.

Les médias, et plus particulièrement Radio-Canada, restent l'une des cibles favorites des individus comme dans la lettre des dix Montréalaises et Montréalais qui ont répondu à l'appel de l'éditorialiste Desbiens.

« Nous vous proposons également de voir à ce que les programmes d'intérêt public (principalement Radio-Canada – Format 30, Format 60, etc.) et les “hot lines” à la radio ne soient pas infectés d'animateurs et d'interlocuteurs qui cherchent à saper l'autorité et qui incitent à l'agitation (19 octobre) ».

Un citoyen de Hull doute, quant à lui, de l'objectivité de la Société d'État qu'il accuse de complaisance envers le FLQ.

« Au cours des récents événements, on a vu comment certains journalistes, notamment ceux de Radio-Canada se sont lancés dans une campagne publicitaire très orchestrée qui a dû certainement faire plaisir aux terroristes que l'on sait... »

Pour une résidente de Villeray, Pierre Laporte est un martyr « quoiqu'en disent “les journalistes et journaux jaunes”, Radio, T-V, journaux... nous le croyons! (21 octobre) ».

Le monde de l'éducation est aussi ciblé comme l'évoque la citoyenne de la Mauricie pour qui « le domaine de l'enseignement devra être épuré de tous ces professeurs anarchistes qui polluent les cerveaux d'étudiants ». Dans son livre *Chronique d'une insurrection appréhendée*,

Dossier
Crise d'Octobre 70

Montréal, le 19 octobre 1970.

Très Honorable Pierre-Elie Trudeau,
Premier Ministre du Canada,
Ottawa, Ontario.

Suite à l'appel aux Québécois de Jean-Paul Desbiens, La Presse, 19 octobre 1970, nous voulons vous dire que nous vous appuyons pour les mesures prises afin de rebrouser le terrorisme au Québec et d'essayer de bâtir la paix et la justice sociale.

Afin d'atteindre cet objectif et tranquiliser la population, nous vous suggérons de faire en sorte que les rumeurs, les nouvelles non vérifiées cessent d'être rapportées sur les ondes radiophoniques et de télévision ainsi que dans les journaux. Nous vous proposons également de voir à ce que les programmes d'intérêt public (principalement Radio-Canada - Format 30, Format 60, etc.) et les "hot lines" à la radio ne soient pas infectés d'animateurs et d'interlocuteurs qui cherchent à saper l'autorité et qui incitent à l'agitation.

Les personnes ci-dessous endossent la conduite des gouvernements fédéral, provincial et municipal et vous demandent d'agir de manière à apporter une saine démocratie au Québec et cela dans les plus brefs délais.

J. Lafortune
L. Dubeau
François Potvin *Sauvage*
M.C. Brown
W. D. D.
Walter
P. C. D. *J. D.*
James D.
J. D.

c.c. R. Bourassa
c.c. J. Drapeau/L. Saulnier

Source :
Archives de
la Ville de
Montréal

l'historien Éric Bédard mentionne que les enseignants sont la cible d'éditorialistes, comme Jean Pellerin de *La Presse*, de politiciens tels que le créditiste Réal Caouette ou même du ministre de l'Éducation, Guy Saint-Pierre.

Bédard signale également que « les campus universitaires sont perçus dans la classe politique comme de véritables poudrières susceptibles d'exploser à la moindre étincelle révolutionnaire ». La crainte de cette nouvelle génération d'étudiants est palpable chez ce citoyen qui croit que les contestataires québécois sont inféodés à ceux de l'extérieur.

« Pensons à tous ces révolutionnaires extérieurs, déserteurs Américains, Algériens, Vietcongs qui courent dans les rues de Montréal (étrangers). Ici aussi nous avons les nôtres (révolutionnaires) dans les universités, les cégeps, les comités de citoyens, les comités culturels, etc. Tous ces énergumènes sont à la solde des révolutionnaires étrangers. (18 octobre) ».

Le Dr Adolphe Tessier de Saint-Agathe est le président diocésain de l'Association des parents catholiques du Québec (Mont-Laurier). Dans sa lettre, il recommande plusieurs solutions à la crise dont certaines semblent non moins contradictoires que la lutte aux inégalités et la peine de mort. En ce qui se rapporte à la nouvelle génération, il offre aux gouvernants deux options. La première concerne le service militaire obligatoire « pour fins de formation sociale, estimant que la jeunesse en a un grand besoin (5 novembre) ». Pour la seconde, il propose de retirer « les bourses aux étudiants qui font de la politique à tendance révolutionnaire ».

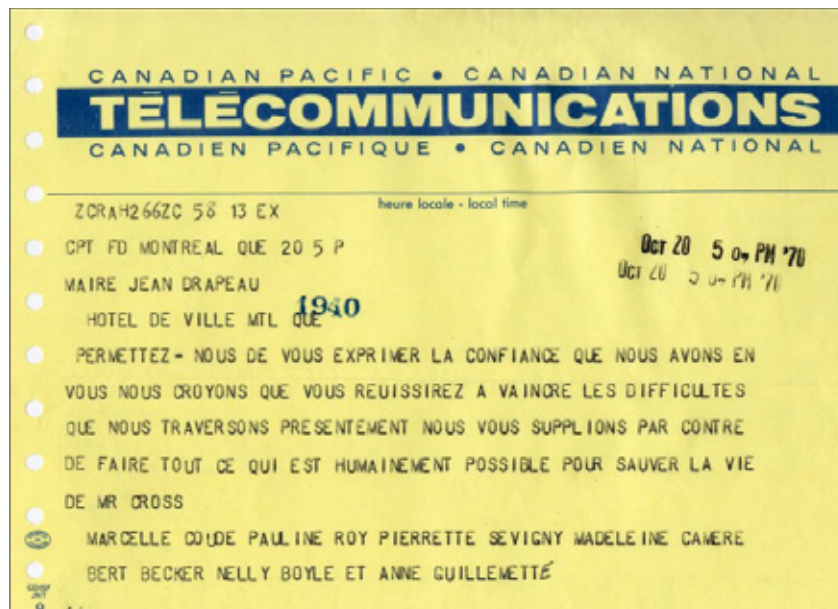
Toujours selon Éric Bédard, la crise met en lumière un immense fossé générationnel. « cette distance devenue infranchissable entre les héritiers d'un Canada français d'ancien régime et les jeunes issus du baby-boom ».

Dossier

Crise d'Octobre 70

L'autre otage et les inégalités sociales

Après l'émotion suscitée par l'assassinat de Pierre Laporte, qu'en est-il du sort de James Richard Cross? Seuls trois envois, presque tous signés par des femmes, soulèvent la question. Dans leur télégramme du 20 octobre, mesdames Coudé, Roy, Sévigny, Camere, Boyle, Guillemette et Bert Becker implorent les dirigeants de faire «tout ce qui est humainement possible» pour sauver le diplomate britannique.



Source : Archives
de la Ville de Mon-
tréal

Malgré l'appui complet des auteurs de missives et parfois des positions tranchées dans certaines d'entre elles, plusieurs abordent le problème des conditions de vie. Pour un ingénieur de Laval, leur amélioration servirait de frein à la contestation et au terrorisme.

«Cependant, pour une action en profondeur et efficace à long terme, les Gouvernements devront, à mon avis, voir à corriger rapidement les injustices et les inégalités sociales qui existent de fait, et qui servent de prétexte à tous ceux qui veulent renverser le Gouvernement légitime par des moyens antidémocratiques et au profit d'intérêts obscurs».

Monsieur Dubé, un Montréalais demeurant dans une tour d'habitations de la rue MacGregor (devenue Docteur-Penfield), exprime un point de vue semblable tout en soutenant les opérations gouvernementales, même celles à venir, « pour éliminer le cancer qu'est le terrorisme et ses adhérents (20 octobre) ». Il prévient toutefois l'État que des efforts doivent être déployés pour répondre aux critiques fondées de la situation sociale au Québec.

« Par contre, nous devons agir fermement pour éliminer, dans l'avenir rapproché, les griefs légitimes qui sont, jusqu'à un certain point, la cause des problèmes qui nous hantent aujourd'hui. »

Même le docteur Tessier, malgré ses solutions extrêmes, est d'avis que l'État doit « tenter à l'avenir de remédier, autant que faire se peut, aux principales causes des graves malaises sociaux actuels du Québec, telles que les inégalités économiques, sociologiques, ethniques et constitutionnelles (5 novembre) ».

Les associations et organismes

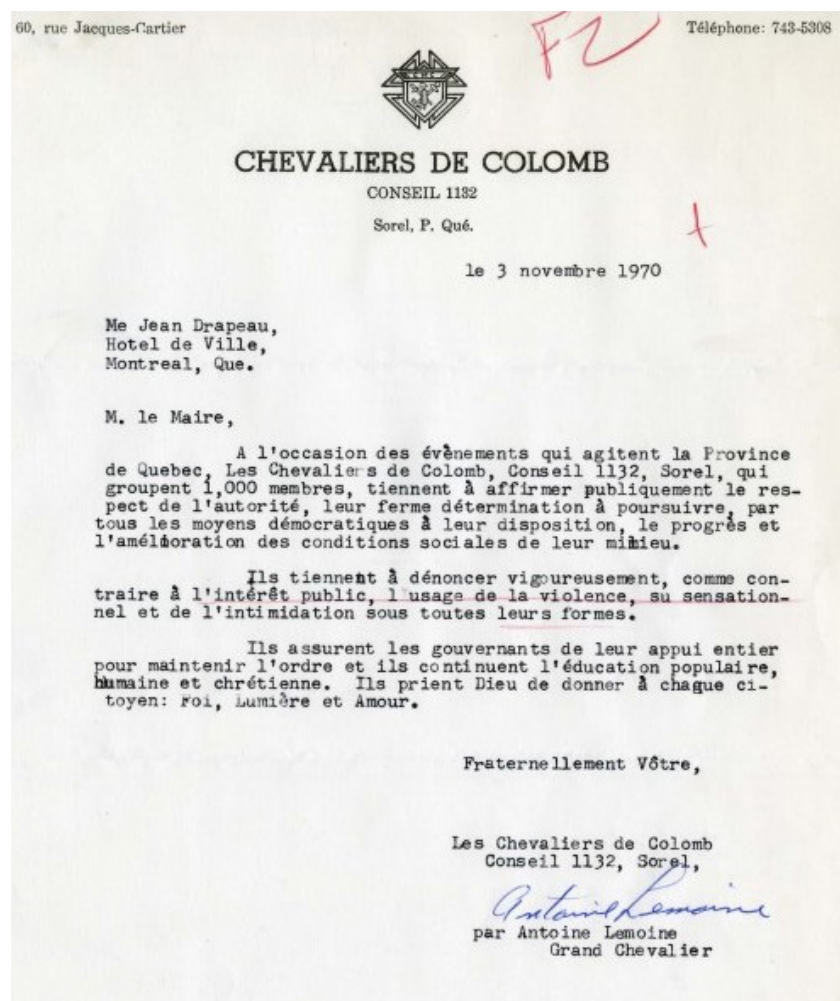
Outre les personnes, quelques organisations prennent position pour l'action gouvernementale. Les premières sont, sans grande surprise, le Montreal Board of Trade et la Légion royale canadienne, dès le 19 octobre. Par la suite, on identifie la Chambre d'immeuble de Montréal, la Chambre de commerce de La Tuque, l'Association des hôteliers de la province de Québec, le Club optimiste de Laval et celui du nord-ouest de Montréal ou l'Association des vétérans propriétaires de taxis de Montréal. Contrairement aux individus, les contenus sont plus modérés bien qu'ils soutiennent la loi et l'ordre. La probabilité que leurs positions se retrouvent dans les médias pourrait expliquer cette retenue.

À compter du 24 octobre, les Chevaliers de Colomb vont mobiliser leurs 70 000 membres québécois avec l'envoi d'un télégramme par le Conseil d'État. Jusqu'à la mi-décembre,

Dossier

Crise d'Octobre 70

21 conseils de toutes les régions font parvenir des lettres ou télégrammes qui répètent essentiellement les thèmes du câble originel : respect de l'autorité, améliorations des conditions sociales et dénonciation de la violence. La majorité des textes se terminent de la façon suivante : « Ils prient Dieu de donner à chaque citoyen : foi, amour et lumière ». Cette référence à Dieu ou à la prière revient aussi à une vingtaine de reprises chez les personnes. La lettre du Conseil 4274 de Normandin au Lac-Saint-Jean est accompagnée de la liste d'une trentaine de ses adhérents. De Carleton en Gaspésie, plus de 130 membres du conseil 3462 acheminent individuellement leur courrier à Jean Drapeau.



Source : Archives
de la Ville de Mon-
tréal

Dossier

Crise d'Octobre 70

La communication la plus fascinante de ces archives est le télégramme du 22 octobre expédié par le Grand comité des églises et associations hongroises de Montréal. Le président Nicolas Szolnay précise que l'organisme se prépare à célébrer une messe en hommage aux martyrs hongrois de la révolte populaire de 1956 écrasée par l'Armée rouge, et aux victimes des attentats du FLQ depuis 1963. Le représentant souhaite ainsi « vénérer les sacrifices ultimes de Mme Thérèse Morin, Messieurs Jean Corbeau, Leslie McWilliams, Wilfred O'Neil, Alfred Pinish et de l'honorable Pierre Laporte, tous victimes de la même force diabolique du communisme ».

ZCRAF511ZC 98/95 NL
CP FD MONTREAL QUE 22
MAIRE JEAN DRAPEAU
HOTEL DE VILLE MTL
LE GRAND COMITE DES EGLISES ET DES ASSOCIATIONS HONGROISES DE
MONTREAL SE PREPARENT POUR COMMEMORER DIMANCHE PROCHAIN L'ANNIVER-
SAIRE DES MARTYRS DE LA LUTTE POUR LA LIBERTE D'OCTOBRE 1956 ET
AUSSI POUR VENERER LES SACRIFICES ULTIMES DE MME THERESE MORIN
MESSIEURS JEAN CORBEAU LESLIE MCWILLIAMS WILFRED O'NEILL ALFRED
PINISCH ET DE

131
5132
Oct 22 8 57 PM '70

CANADIAN PACIFIC • CANADIAN NATIONAL
TÉLÉCOMMUNICATIONS
CANADIEN PACIFIQUE • CANADIEN NATIONAL

RAF511/2 DRAPEAU MTL
L'HONORABLE PIERRE LAPORTE TOUS VICTIMES DE LA MEME FORCE DIABOLIQUE
DU COMMUNISME STOP LA COMMUNAUTE HONGROISE DE MONTREAL ADMIRE
DE TOUT COEUR VOTRE COURAGE STOP OFFRE SUPPORT A L'UNANIMITE
PRIE QUE DIEU VOUS PROTEGE POUR SA GLOIRE ET POUR LE BIEN COMMUN
DE NOTRE METROPOLE
NICOLAS M-SZOLNAY PRESIDENT

Oct 22 8 57 PM '70

Source : Archives
de la Ville de Mon-
tréal

Dossier

Crise d'Octobre 70

La première personne à décéder aux mains du FLQ est le concierge Wilfred O'Neil lors d'un vol à main armée à un centre des Forces armées canadiennes en 1963. L'année suivante périssent le gérant d'une armurerie Leslie McWilliams et son commis Alfred Pinish, atteint par la balle d'un policier, pendant un nouveau hold-up. En 1966, c'est au tour de Thérèse Morin de succomber dans un attentat au colis piégé à l'usine de chaussures Lagrenade, alors en grève. Cette même année, le jeune felquiste Jean Corbo (et non Corbeau) meurt quand sa propre bombe explose. Il n'a que seize ans. Le télégramme oublie toutefois de mentionner le sergent Walter Leja, lourdement handicapé en tentant de désamorcer une bombe à Westmount en 1963, et Jeanne d'Arc Saint-Germain, tuée au moment de la déflagration d'une bombe au ministère de la Défense en mai 1970.

En ce qui concerne la référence au communisme, le comité semble d'avis que le discours marxisant de l'organisation terroriste québécoise s'apparente à l'idéologie des pays du bloc soviétique dont la Hongrie fait partie.

Les lettres et télégrammes expédiés au maire de Montréal en octobre et novembre 1970 montrent que l'inquiétude des citoyennes et citoyens de la ville et du Québec est concrète. Certains se sentent vulnérables et s'en remettent à l'action gouvernementale. C'est ce que souligne Madeleine Cuerrier et sept autres signataires dans leur lettre du 22 octobre au premier ministre canadien : « Nous, de la majorité silencieuse, nous nous sentons très désemparés et impuissants devant les événements tragiques que nous vivons ».

Pour les Montréalaises et Montréalais qui se prononcent, l'élection municipale du 25 octobre représente un espoir. C'est ce que spécifient trois couples de la rue des Érables qui appuient l'action des autorités envers le FLQ

Dossier

Crise d'Octobre 70

Montréal, le 15 novembre 1970

M. Jean Drapeau,
Hôtel de Ville de Montréal
Montréal, Qué.

Monsieur le Maire,

Les événements récents qui sont survenus à Montréal au cours du mois dernier, placent les gouvernements Fédéral, Provincial et Municipal dans une impasse qui ne peut offrir aucune autre issue que la loi des mesures de guerre.

Le climat dans lequel la population vivait jusqu'à ce qu'une telle décision soit prise était un climat de panique et d'insécurité.

Source : Archives
de la Ville de Mon-
tréal

«[e] n attendant de concrétiser notre support de façon plus tangible dimanche prochain (20 octobre)». Au même moment, le candidat Drapeau affirme à la radio de CKAC que le parti adverse est «un mouvement paramunicipal, (...) un ramassis de tout ce qu'il y a de terroristes et de révolutionnaires». Dans la correspondance, personne ne fait référence au FRAP. En revanche, on aborde les comités de citoyens.

« Nous réitérons notre appui et nos prières pour que vous ayez le courage nécessaire pour surmonter ces épreuves et sommes assurés que le peuple de Montréal est avec vous et que nous réussirons à vaincre le FLQ et ses filiales déguisées en comités de citoyens (18 octobre) ».

L'élection montréalaise de 1970 est la première à se tenir au suffrage universel. Près de 700 000 personnes sont inscrites sur la liste électorale, une augmentation de plus

Dossier

Crise d'Octobre 70

de 300 000 par rapport à 1966. Le taux de participation se chiffre à 53,2 %, pourcentage le plus élevé depuis 1938 (62 %) et à petite distance de celui de 1954 (52,1 %) qui a porté Jean Drapeau au pouvoir la première fois. Le maire et son Parti civique remportent facilement le scrutin avec 92 % des suffrages exprimés. Le balayage est total avec tous les sièges du conseil municipal et le vote de près de 342 000 Montréalaises et Montréalais.

Une dernière question subsiste concernant ce dossier d'archives. Comment comprendre qu'on ne retrouve aucun courrier défavorable aux interventions musclées des gouvernants? Il est peu probable que Jean Drapeau les ait détruits, car il conservait tout. Par exemple, toutes les critiques, parfois acrimonieuses, à sa position face au discours du général de Gaulle ont même été classées de son vivant. Il ne reste donc que deux hypothèses. La première est que ce type de missives puisse avoir été remis directement à la police de Montréal ou à l'escouade combinée antiterroriste (CAT). Toutefois, nous croyons que le maire Drapeau en aurait conservé une copie ou une transcription pour ses propres archives. La seconde nous semble plus plausible. En effet, qui aurait voulu courir le risque d'envoyer un télégramme ou une lettre dénonçant la position du premier magistrat de Montréal en pleine Loi des mesures de guerre?

Mario Robert, Président de la Société historique de Montréal

“Mon Octobre 70”, un témoignage utile pour enrichir l’histoire du FLQ

par Guy Laperrière



Professeur au Département d'histoire de l'UQAM de 1969 à 2006, bien connu comme animateur infatigable de l'émission « Nouveaux regards sur notre histoire » à Radio Ville-Marie depuis 2010, Robert Comeau a aussi été pendant les deux dernières années président de la Société historique de Montréal, qui publie cette revue. Certains lecteurs seront surpris d'apprendre qu'il a été un membre actif du Front de libération du Québec (FLQ) au moment de la crise d'Octobre 1970. Le fait était connu, mais le principal intéressé en avait peu parlé jusqu'ici : des entrevues à Louis Fournier en 1981 et à Radio-Canada en 2010. Cet ouvrage nous livre son témoignage.

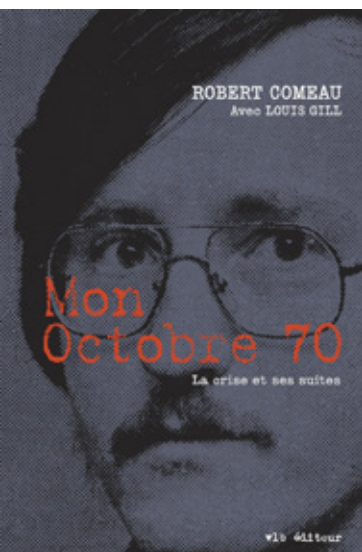
Dossier

Crise d'Octobre 70

La publication est largement redevable à la collaboration de Louis Gill, qui a non seulement encouragé l'auteur, mais aussi travaillé à fond avec lui pendant trois ans. C'est grâce à ce labeur que le livre a pu voir le jour et que nous est présenté cet important témoignage. Évidemment, ce n'est pas le premier livre écrit sur la crise d'Octobre. Parmi les plus importants, Comeau en cite deux parus en 1982 : *L'histoire du FLQ*, de Louis Fournier (nouv. éd., 2020), et *Pour en finir avec Octobre*, de Francis Simard (nouv. éd., 2000); il a lui-même collaboré à la publication, en 1990, d'un recueil de textes, lettres et écrits felquistes (1963-1982). Dans l'ouvrage qui nous occupe, il faut déplorer l'absence de bibliographie, absence d'autant plus regrettable que le livre est richement documenté. Il comporte par contre un index des noms de personnes; il aurait été utile d'y retrouver aussi des entrées comme Parti pris, le RIN, En lutte ! ou la Commission Keable.

L'ouvrage comprend huit chapitres, qui vont en crescendo du premier au quatrième. Après une présentation des faits saillants de l'histoire du FLQ et de la crise d'Octobre, l'auteur décrit, successivement, son itinéraire jusqu'en mai 1970, son adhésion au FLQ et sa participation à la crise d'Octobre, sommet de l'ouvrage. Les quatre chapitres suivants vont en decrescendo : deux sur les événements qui ont suivi Octobre et les deux derniers sur des à-côtés.

Robert Comeau est l'un des derniers témoins vivants de ces événements. Avantage pour nous : il est en même temps historien. Mais c'est aussi un militant, qui n'a jamais cessé de l'être. On ne doute pas de sa sincérité. Il relate les faits, surtout ceux qui le concernent, de manière aussi vraie que possible, mais il ne dit pas tout. En particulier, il garde pour lui les noms d'autres acteurs qu'il ne veut pas incriminer et ne cite les noms que dans les cas déjà rendus publics. On peut le suivre quand il parle de lui-même, mais lorsqu'il critique les autres, surtout ceux (et celle) qu'il n'aime pas,



Couverture du
livre de Robert
Comeau.

*Mon Octobre 70 : La
crise et ses suites*,
paru chez VLB
éditeur en 2019.

on aura avantage à appliquer la maxime chère à Bernard Landry, *audi alteram partem*.

Allons tout de suite au cœur du sujet. Après avoir brossé rapidement l'histoire du FLQ, qu'il répartit en quatre vagues (la fondation en 1963, le groupe Vallières-Gagnon en 1966, le réseau de Pierre-Paul Geoffroy et ses attentats à la bombe en 1968-1969, et la quatrième vague de 1970), il décrit sa propre évolution, sa naissance à Montréal en 1945, un père voyageur de commerce qui jouera un grand rôle dans sa vie, jusqu'à son adhésion au groupe marxiste-léniniste En lutte ! en 1974. C'est un chapitre fascinant. En 1949, la famille déménage à Longueuil, tout près de Ville Jacques-Cartier, d'où viennent les felquistes Pierre Vallières, Paul et Jacques Rose, de même que Francis Simard. Sa famille est assez aisée pour lui faire fréquenter le Collège Sainte-Marie, il y fait son cours classique de 1957 à 1965. Son professeur Noël Vallerand l'amène à connaître Maurice Séguin, dont il est depuis lors le coryphée par excellence. Cela le détermine à poursuivre des études en histoire, qu'il termine en 1967, alors qu'il est engagé par Vallerand comme professeur à Sainte-Marie. Lors de la création de l'UQAM en 1969, il y devient professeur, comme bien des anciens de Sainte-Marie.

Dès 1962, il milite au RIN; en 1963, il lit avidement, dans le premier numéro de Parti pris, l'article de Pierre Maheu, « De la révolte à la révolution », et s'abreuve des écrits d'Albert Memmi, Aimé Césaire, Frantz Fanon ou Jacques Berque, sur le colonialisme et les luttes de libération nationale. Il suit la visite du général de Gaulle en 1967 avec des militants du RIN, de Louiseville à Montréal.

Il insiste avec raison sur l'importance du contexte international dans l'action du FLQ : en 1969 et 1970, les enlèvements de politiciens, avec exigence de libération de prisonniers politiques, n'avaient rien d'exceptionnel. Sa première militance se fait au Comité des citoyens de Saint-Jacques, puis au FRAP, qui tient son premier congrès en mai 1970. Rapidement, il adhère au marxisme et veut



**Robert Comeau au
Collège Ste-Marie
à 19 ans.**

**Source : Robert
Comeau**

Dossier

Crise d'Octobre 70

appuyer la lutte des travailleurs. Il rencontre régulièrement Gaston Miron, qui parle de « l'aliénation du fondamental ». L'atmosphère politique du Québec est alors bouillonnante, ce qui va l'amener à s'engager dans le FLQ, à partir du printemps 1970.

Cette adhésion se fait de manière progressive. Le FLQ était loin d'être un mouvement organisé : rien qui pût ressembler à un parti de travailleurs tel que le rêvait Comeau. Ses premiers engagements consistent à aider ponctuellement des jeunes ou des étudiants directement engagés dans des actions illégales. Robert approuve à ce sujet le jugement que portait sur lui son père : « Plein de voiles, mais pas de gouvernail ! » Ces petits groupes d'activistes sont informels, non structurés; ils veulent agir, et le font dans la clandestinité. Il appuie concrètement l'idéal et les gestes révolutionnaires, même s'il est troublé par la mort d'innocentes, comme Thérèse Morin le 5 mai 1966 ou Jeanne d'Arc Saint-Germain le 24 juin 1970. Au printemps 1970, il est mis en contact avec un militant du FLQ qui tiendra une grande place dans sa vie : François Séguin. Avec lui et trois autres jeunes, il participe le 27

Robert Comeau et
Francis Simard sur le
tournage du film *La
liberté en colère* de
Jean-Daniel Lafond

Source : Robert
Comeau



Dossier

Crise d'Octobre 70

septembre 1970 à un important vol de dynamite à Saint-Hilaire. Tous ces jeunes « révolutionnaires » avaient soif d'action et rêvaient de renverser le régime capitaliste.

C'est en septembre 1970 qu'un groupe du FLQ animé par Jacques Lanctôt et Paul Rose se scinde pour former les deux cellules Libération (Lanctôt) et Chénier (Rose). Ce qui nous conduit au récit des événements, d'octobre à décembre 1970, le chapitre 4, cœur de l'ouvrage. Pour ceux et celles qui ne les auraient pas en tête, il peut être utile de reproduire le premier paragraphe de Comeau dans ce chapitre, qui les résume :

Rappelons les principaux événements de la crise d'Octobre : le 5 octobre, James Richard Cross est enlevé par la cellule Libération ; le 10, Pierre Laporte est enlevé par la cellule Chénier ; le 16, la Loi sur les mesures de guerre est promulguée ; le 17, Pierre Laporte est retrouvé mort ; le 6 novembre, Bernard Lortie, de la cellule Chénier, est arrêté ; le 3 décembre, James Richard Cross est libéré en échange de l'octroi de sauf-conduits pour Cuba à cinq membres de la cellule Libération ; le 28 décembre, Paul Rose, Jacques Rose et Francis Simard, de la cellule Chénier, sont arrêtés. (p. 89)

Comeau fait partie d'une troisième cellule, la cellule d'information Viger. Par des intermédiaires – il ne connaît pas les lieux de détention – il reçoit, transcrit et distribue les communiqués du FLQ. Il joue avant tout un rôle de liaison et se défend bien d'avoir été le dirigeant de cette cellule. Il y a eu quatre communiqués : trois en novembre, distribués par Comeau et un quatrième le 5 décembre, après la libération de Cross, rédigé par Comeau, qui proclame que le FLQ n'est pas mort; il distribue ce communiqué avec François Séguin.

L'autre élément fondamental de ce chapitre est l'entrée en scène de Carole Devault, étudiante de l'UQAM, qui le rencontre au début de la crise et gagne sa confiance. À partir du 13 novembre, cependant, Comeau se rend compte qu'il s'agit probablement d'une informatrice de police. Trop tard : il lui avait déjà fait plusieurs confidences compromettantes et les membres de la cellule Viger sont sous surveillance policière. Comeau consacre beaucoup d'énergie à réfuter la version des faits présentée par Devault dans son autobiographie *Toute ma vérité* (1981). Pourquoi, dès lors, Séguin et Comeau n'ont-ils jamais été arrêtés ? C'est que Julien Giguère, de la section anti-terrorisme de la police de Montréal, qui est le contrôle de l'informatrice Devault, fait valoir que les membres de cette cellule d'information, dûment surveillés, sont plus utiles en liberté qu'en détention.

Robert Comeau cesse d'être actif au FLQ en décembre 1970

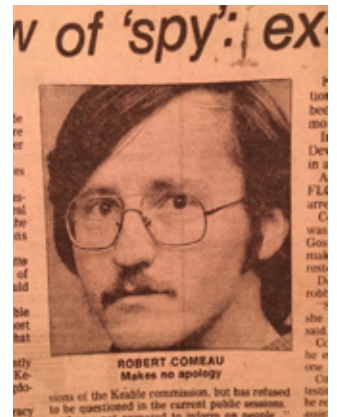
Robert Comeau cesse d'être actif au FLQ en décembre 1970. Le 30 janvier 1971, il met Carole Devault en contact avec François Séguin. Mais le FLQ continue, Comeau rencontre quelques amis au camp de Bellefeuille au printemps 1971; cette dernière entreprise se termine par le vol raté de Mascouche, le 24 septembre 1971, lors duquel le jeune Pierre-Louis Bourret trouve la mort. C'est la fin du FLQ. On entend encore parler par la suite car la police continue, en 1971 et 1972, à créer de fausses cellules. Ce n'est pas mon intention de démêler ici tout cet écheveau. N'étant spécialiste ni de l'histoire du FLQ, ni de l'histoire de la police, ni des commissions d'enquête qui ont suivi les événements d'Octobre, je dirai simplement que ceux qui s'intéressent à ces sujets trouveront dans ce livre un témoignage de première main.

Son ami et camarade François Séguin était lui aussi un informateur de police

L'autre chapitre dramatique, pour Comeau, est celui qui traite de sa comparution devant la Commission Keable, mise sur pied en 1977 pour enquêter sur les opérations policières et qui s'est beaucoup intéressée à la crise d'Octobre. Or, Robert Comeau, tout comme François Séguin, a refusé de témoigner devant cette commission. Sa décision de se taire venait d'une directive du groupe En lutte !, auquel il avait adhéré en 1974, adhésion qu'il qualifie aujourd'hui de « dérive politique ». Ce silence a entraîné pour lui deux graves conséquences. D'une part, la Commission n'a pu exposer sa version des faits, puisqu'il l'a tue; d'autre part, à la suite de son refus de témoigner, le commissaire Jean Keable a révélé publiquement, en pleine séance, le 27 novembre 1979, que son ami et camarade François Séguin était lui aussi un informateur de police, qui le suivait depuis... 1972 ! Par la suite, cette dénonciation publique d'un informateur a donné lieu en 1981 à un jugement de la Cour suprême, qui a blâmé le commissaire Keable. Pour Comeau, ce fut, écrit-il, « le pire choc de ma vie ». Il s'en est remis comme il a pu. La fin de ce sixième chapitre décrit son cheminement personnel et professionnel depuis 1981.

Les deux derniers chapitres touchent des questions incidentes : la publication de deux livres du romancier Louis Hamelin sur l'histoire d'Octobre, en 2010 et 2014, et l'assassinat du felquist François Mario Bachand à Paris le 29 mars 1971, jamais résolu.

En terminant, on peut se poser avec Comeau la question : comment évalue-t-il sa participation à ces activités du FLQ ? Il le fait explicitement en début et en fin d'ouvrage. Les moyens, dit-il au début, étaient « inopportuns », mais les



Robert Comeau dans Montreal Gazette. Cette photo a servi pour la couverture du livre.

Source : Robert Comeau

Dossier

Crise d'Octobre 70

causes, « notre libération nationale et notre émancipation sociale », sont aussi valables aujourd'hui qu'elles l'étaient hier. La finale réaffirme les mêmes causes : « Je n'ai jamais cessé de croire en la nécessité de construire un grand parti des travailleurs pour lutter pour l'indépendance et le socialisme. » S'il condamne catégoriquement les actes posés par le FLQ, il croit toujours en la pertinence des objectifs au nom desquels ils ont été posés. (p. 222).

Voici donc un témoignage utile pour enrichir l'histoire du FLQ et du militantisme des années 1960 et 1970. L'histoire est loin d'être terminée ou complète. On peut s'attendre à d'autres précisions, à d'autres témoignages, y compris de Robert Comeau lui-même.

Guy Laperrière, professeur retraité de l'Université de Sherbrooke

20 juin 2020



Robert COMEAU (avec Louis Gill),
Mon Octobre 70 : la crise et ses suites,
Montréal, VLB, 2020, 239 p.

Livre paru le 9 mars 2020

Abonnez-vous

NOUVELLE-FRANCE

HISTOIRE ET PATRIMOINE



Spécial adhérents Associations

Abonnez vous à partir
— du numéro 3 ☐

TARIF CANADA ET
RESTE DU MONDE

1 an
2 numéros
pour

~~48 \$~~ 42 \$

au lieu de
75,90 \$
en librairie

TARIF
FRANCE

1 an
2 numéros
pour

~~32 €~~ 28 €

au lieu de
39,60 €
en librairie

BULLETIN DE COMMANDE

HISTOIRE ET PATRIMOINE
NOUVELLE-FRANCE

MODE DE PAIEMENT :

☐ Chèque libellé au nom de SOTECA

☐ Carte N° / / / (sauf carte American Express)

☐ Date validité ☐ Cryptogramme

☐ Signature obligatoire

Mes coordonnées ☐ M ☐ M^{me} ☐ M^{lle}

Nom

Prénom

Adresse

Ville Code postal

Province (pour le Canada)

Pays : (France) Canada Autres pays

Courriel

À compléter et à retourner (ou photocopier)
Service abonnement :
56 rue du Rocher 75008 Paris

SARL SOTECA - 1 rue de Stockholm 75008 Paris. Les informations recueillies sont nécessaires à la gestion de votre commande et sont communiquées aux prestataires qui en assurent le traitement. Conformément à la Loi Informatique et Libertés, vous pouvez y accéder, les rectifier.

Simple et pratique :

Vous pouvez vous abonner ou commander un numéro sur :
<https://boutique.soteca-editions.fr/common/product-subscription/10>
Contact: abo-soteca@abonnescient.fr – 0144701479

Actualité de la SHM

Deux disparitions

Hommage à la Soeur Thérèse Payer, r.h.s.j. (1925 - 2020)

Soeur Payer, religieuse hospitalière de Saint-Joseph s'est éteinte le 6 février 2020 à Montréal. Cette femme, devenue religieuse à l'âge de 23 ans, a consacré une partie de sa vie à la propagation de la connaissance historique, après avoir oeuvré à l'hôpital. C'est en 1983 qu'elle est nommée à la direction du Centre Jeanne-Mance. À partir de cette année, elle a énormément contribué à développer l'intérêt pour la cofondatrice de notre ville. Elle s'impliquera particulièrement dans la création du musée qui verra le jour en 1992 et dont elle deviendra directrice jusqu'en 2003.

Son œuvre a été majeure pour la Société historique de Montréal qui lui rend, à travers ces lignes, un hommage appuyé.

Hommage à Jean-Paul de Lagrave

En fin d'année 2020, nous avons appris le décès de l'un de nos anciens présidents, monsieur Jean-Paul de Lagrave, qui a dirigé la Société de 1989 à 1991. Il est décédé le 30 novembre 2020 et une célébration s'est tenue le 5 décembre.

Voici sa biographie que l'on retrouve sur notre site web : Historien des idées, M. de Lagrave est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages relatifs aux libertés. Détenteur de deux doctorats, l'un en histoire et l'autre en lettres, il fut professeur associé à l'Université du Québec à Montréal et président de la Commission de toponymie de la Ville de Montréal. Il a également été journaliste au *Nouvelliste*, au *Progrès du Saguenay* et à *La Presse*.

Le gouvernement français lui décerna les insignes de Chevalier des Palmes académiques. Lors de son mandat, il prépara les fêtes du 350e anniversaire de Montréal en présidant un comité à cet effet et il transféra les bureaux de la SHM au 329, rue de la Commune, au cœur de l'arrondissement historique.

NOTRE HISTOIRE

ne s'arrête jamais



SOCIÉTÉ HISTORIQUE
DE MONTRÉAL

Depuis 1858

Rejoignez-nous sur :

www.societehistoriquedemontreal.org